

# JOURNAL OFFICIEL

DU TERRITOIRE DU TOGO PLACÉ SOUS LE MANDAT DE LA FRANCE

PARAISANT LE 1<sup>er</sup> ET LE 16 DE CHAQUE MOIS A LOMÉ

## ABONNEMENTS

	UN AN	SIX MOIS
Togo, France et Colonies ...	35 fr.	20 fr.
Etranger { Pays à demi-tarif ...	50 fr.	30 fr.
{ Pays à plein tarif ...	60 fr.	35 fr.

Prix du numéro { Au comptant, à l'imprimerie : 1, fr. 50  
Par porteur ou par la poste,  
Togo, France et Colonies : 1, fr. 75.  
Etranger : Port en sus.

## ABONNEMENTS ET ANNONCES

Pour les abonnements et annonces, s'adresser au Directeur de l'Ecole Professionnelle de la Mission Catholique de LOMÉ. TOGO. (A. O. F.)  
Ils commencent par le premier numéro d'un mois et se terminent par le dernier numéro d'un des 4 trimestres.  
Les abonnements, annonces et réclames sont payables d'avance.

## ANNONCES ET AVIS DIVERS

La ligne .....	2 fr.
Minimum .....	10 fr.
La page .....	206 fr.
Chaque annonce répétée : moitié prix ; minimum	10 fr.

Ce tarif ne s'applique pas aux tableaux ni aux insertions faites en caractères plus petits que ceux du texte du Journal.  
Pour les réclames, demandez le tarif spécial.

## SOMMAIRE



### PARTIE OFFICIELLE

#### ACTES DU POUVOIR CENTRAL

- Décret du 16 mars 1936**, complétant le décret du 21 décembre 1935 fixant les conditions exigées pour prendre part au concours d'admission à l'école nationale de la France d'outre-mer. (Arrêté de promulgation du 29 avril 1936). 218
- Décret du 16 mars 1936**, portant approbation du budget spécial sur fonds d'emprunt du Togo. (Arrêté de promulgation du 29 avril 1936). 218
- Décret du 16 mars 1936**, modifiant, en ce qui concerne le personnel non agrégé des lycées coloniaux, le tableau du classement du personnel colonial annexé au décret du 6 juillet 1904 sur les indemnités de passage. (Arrêté de promulgation du 29 avril 1936). 219
- Décret du 1<sup>er</sup> avril 1936**, portant approbation du budget annexe de l'exploitation des chemins de fer et du wharf du Togo exercice 1936. (Arrêté de promulgation du 6 mai 1936). 219
- Loi du 3 avril 1936**, complétant l'article 8 de la loi du 31 mars 1931 tendant : 1<sup>o</sup>) à créer des caisses de compensation en vue d'assurer la sauvegarde de la production du caoutchouc dans les colonies, pays de protectorat et territoires sous mandat français; 2<sup>o</sup>) à établir une taxe spéciale sur certains produits coloniaux français et étrangers. (Arrêté de promulgation du 6 mai 1936). 220

#### ACTES DU POUVOIR LOCAL

- Arrêté du 30 avril 1936**, réorganisant le service des travaux publics et des mines du Togo. 220

- Arrêté du 30 avril 1936**, réglant l'exécution des travaux publics, portant organisation et fixant les attributions et le fonctionnement des services permanents des travaux publics du Togo. 222
- Arrêté du 30 avril 1936**, portant organisation administrative des services de transports du Togo. 225
- Arrêté du 2 mai 1936**, portant délégation temporaire de la signature de l'ordonnateur délégué. 227
- Arrêté du 6 mai 1936**, portant organisation du commandement indigène au Togo. 227
- Arrêté du 6 mai 1936**, portant convocation du collège électoral (membres originaires des territoires placés sous mandat B français ou des possessions européennes de la côte occidentale d'Afrique), en vue de l'élection à la chambre de commerce du Togo d'un membre originaire des territoires placés sous mandat B français. 230
- Actes divers concernant le personnel européen et le personnel indigène** 231
- Allocations** 233
- Bourses** 233
- Gratifications** 234
- Nominations** 234
- Engagement de personnel auxiliaire** 234
- Santé** 234
- Domaines** 234
- Avis aux navigateurs** 234
- État des mouvements de la navigation du port de Lomé et d'Anécho pendant le mois d'avril 1936** 235
- Etats des mouvements généraux de navigation entrées sorties année 1935** 237

### PARTIE NON OFFICIELLE

- Annonces** 244

**PARTIE OFFICIELLE****ACTES DU POUVOIR CENTRAL****Concours d'admission à l'école nationale de la France d'outre-mer**

*ARRETE N° 164 promulguant au Togo le décret du 16 mars 1936 complétant le décret du 21 décembre 1935 fixant les conditions exigées pour prendre part au concours d'admission à l'école nationale de la France d'outre-mer.*

LE COMMISSAIRE DE LA RÉPUBLIQUE P. I.,  
CHEVALIER DE LA LÉGIION D'HONNEUR,

Vu le décret du 23 mars 1921 déterminant les attributions et les pouvoirs du Commissaire de la République au Togo;

Vu le décret du 16 mars 1936 complétant le décret du 21 décembre 1935 fixant les conditions exigées pour prendre part au concours d'admission à l'école nationale de la France d'outre-mer;

**ARRETE :**

ARTICLE UNIQUE. — Est promulgué dans le territoire du Togo placé sous le mandat de la France, le décret du 16 mars 1936 complétant le décret du 21 décembre 1935 fixant les conditions exigées pour prendre part au concours d'admission à l'école nationale de la France d'outre-mer.

Porto-Novo, le 29 avril 1936.

DESANTI.

**LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,**

Sur le rapport du ministre des colonies;

Vu le décret du 21 décembre 1935 fixant les conditions exigées pour prendre part au concours d'admission à l'école nationale de la France d'outre-mer;

Vu la loi du 19 juillet 1934, interdisant l'accession aux fonctions publiques aux étrangers naturalisés français depuis moins de dix ans;

**DECRETE :**

ARTICLE PREMIER. — L'article 1<sup>er</sup> du décret du 21 décembre 1935, portant fixation des conditions exigées pour prendre part au concours d'admission à l'école nationale de la France d'outre-mer, est complété de la façon suivante :

Art. 3. — Les conditions exigées pour prendre part au concours sont les suivantes;

1<sup>o</sup> — Etre français ou naturalisé français ne tombant pas sous le coup de l'interdiction édictée par la loi du 19 juillet 1934 et de bonnes vie et mœurs;

2<sup>o</sup>

Le reste sans changement.

ART. 2. — Le ministre des colonies est chargé de l'exécution du présent décret, qui sera publié au journal officiel de la République française et inséré au bulletin officiel du ministère des colonies.

Fait à Paris, le 16 mars 1936.

ALBERT LEBRUN.

Par le Président de la République :

*Le ministre des colonies,*  
Jacques STERN.

**Budget spécial sur fonds d'emprunt — Exercice 1936**

*ARRETE N° 165 promulguant au Togo le décret du 16 mars 1936 portant approbation du budget spécial sur fonds d'emprunt du Togo.*

LE COMMISSAIRE DE LA RÉPUBLIQUE P. I.,  
CHEVALIER DE LA LÉGIION D'HONNEUR,

Vu le décret du 23 mars 1921 déterminant les attributions et les pouvoirs du Commissaire de la République au Togo;

Vu le décret du 16 mars 1936 portant approbation du budget spécial sur fonds d'emprunt du Togo;

**ARRETE :**

ARTICLE UNIQUE. — Est promulgué dans le territoire du Togo placé sous le mandat de la France le décret du 16 mars 1936 portant approbation du budget spécial sur fonds d'emprunt du Togo.

Porto-Novo, le 29 avril 1936.

DESANTI.

**RAPPORT**

*Au Président de la République Française,*

Paris, le 16 mars 1936.

MONSIEUR LE PRÉSIDENT,

Le projet de budget spécial sur fonds d'emprunt du Togo pour l'exercice 1936 a été arrêté par le Commissaire de la République au Territoire en séance du conseil d'administration du 9 novembre 1935.

L'examen de ce budget n'ayant donné lieu à aucune observation particulière de ma part, j'ai fait préparer, en vue de son approbation et conformément aux dispositions de l'article 69 du décret du 30 décembre 1912 sur le régime financier des colonies, le projet de décret ci-joint que j'ai l'honneur de soumettre à votre haute sanction.

Je vous prie d'agréer, monsieur le Président, l'hommage de mon profond respect.

*Le ministre des colonies,*  
Jacques STERN.

**LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,**

Sur le rapport du ministre des colonies;

Vu le décret du 23 mars 1921, déterminant les attributions du Commissaire de la République au Togo;

Vu le mandat sur le Togo, confirmé à la France par le conseil de la Société des nations, en exécution des articles 22 et 119 du traité de Versailles en date du 28 juin 1919;

Vu le décret du 30 décembre 1912, sur le régime financier des colonies;

**DECRETE :**

ARTICLE PREMIER. — Est approuvé le budget spécial sur fonds d'emprunt du Togo pour l'exercice 1936, arrêté en recettes et en dépenses à 4.348.000 frs.

ART. 2. — Le ministre des colonies est chargé de l'exécution du présent décret.

Fait à Paris, le 16 mars 1936.

ALBERT LEBRUN.

Par le Président de la République :

*Le ministre des colonies,*  
Jacques STERN.

**Personnel non agrégé des lycées coloniaux**

**ARRETE** N° 166 promulguant au Togo le décret du 16 mars 1936 modifiant, en ce qui concerne le personnel non agrégé des lycées coloniaux, le tableau de classement du personnel colonial, annexé au décret du 6 juillet 1904, sur les indemnités de déplacement et les passages.

LE COMMISSAIRE DE LA RÉPUBLIQUE P. I.,  
CHEVALIER DE LA LÉON D'HONNEUR,

Vu le décret du 23 mars 1921 déterminant les attributions et les pouvoirs du Commissaire de la République au Togo;

Vu le décret du 16 mars 1936 modifiant en ce qui concerne le personnel non agrégé des lycées coloniaux, le tableau de classement du personnel colonial annexé au décret du 6 juillet 1904 sur les indemnités de déplacement et les passages;

**ARRETE :**

**ARTICLE UNIQUE.** — Est promulgué dans le territoire du Togo placé sous le mandat de la France, le décret du 16 mars 1936 modifiant en ce qui concerne le personnel non agrégé des lycées coloniaux, le tableau de classement du personnel colonial, annexé au décret du 6 juillet 1904 sur les indemnités de déplacement et les passages.

Porto-Novo, le 29 avril 1936.  
DESANTI.

**LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,**

Vu l'article 127 B de la loi de finances du 13 juillet 1911;

Vu le décret du 6 juillet 1904 modifiant le décret du 3 juillet 1897 sur les indemnités de déplacement et sur les passages du personnel colonial;

Sur le rapport du ministre des colonies;

**DECRETE :**

**ARTICLE PREMIER.** — Le tableau de classement du personnel colonial annexé au décret susvisé du 6 juillet 1904 est modifié de la façon suivante, pour ce qui concerne le personnel de l'instruction publique :

DÉSIGNATION des services	1 <sup>re</sup> CATÉGORIE		2 <sup>e</sup> CATÉGORIE	3 <sup>e</sup> CATÉGORIE
	A	B		
Instruction publique			Professeurs non agrégés des lycées de 1 <sup>re</sup> , 2 <sup>e</sup> et 4 <sup>e</sup> classe (1). Professeurs non agrégés des lycées de 5 <sup>e</sup> et 6 <sup>e</sup> classe.	

(1) Ces fonctionnaires, bien que compris à la 2<sup>e</sup> catégorie, voyagent toujours en 1<sup>re</sup> classe à bord des paquebots. Cette faveur ne leur confère aucun droit aux autres avantages accordés aux officiers supérieurs ou assimilés (domesticité, bagages, etc.).

**ART. 2.** — Le ministre des colonies est chargé de l'exécution du présent décret qui sera publié au journal officiel de la République française et inséré au bulletin officiel du ministère des colonies.

Fait à Paris, le 16 mars 1936.

ALBERT LEBRUN.

Par le Président de la République :

Le ministre des colonies,  
Jacques STERN.

**Budget annexe de l'exploitation des chemins de fer et du wharf — Exercice 1936**

**ARRETE** N° 174 promulguant au Togo le décret du 1<sup>er</sup> avril 1936 portant approbation du budget annexe de l'exploitation des chemins de fer et du wharf du Togo (exercice 1936).

LE COMMISSAIRE DE LA RÉPUBLIQUE P. I.,  
CHEVALIER DE LA LÉON D'HONNEUR,

Vu le décret du 23 mars 1921 déterminant les attributions et les pouvoirs du Commissaire de la République au Togo;

Vu le décret du 1<sup>er</sup> avril 1936 portant approbation du budget annexe de l'exploitation des chemins de fer et du wharf du Togo (exercice 1936);

**ARRETE :**

**ARTICLE UNIQUE.** — Est promulgué dans le territoire du Togo placé sous le mandat de la France, le décret du 1<sup>er</sup> avril 1936 portant approbation du budget annexe de l'exploitation des chemins de fer et du wharf du Togo (exercice 1936).

Porto-Novo, le 6 mai 1936.

DESANTI.

**RAPPORT**

Au Président de la République Française,

Paris, le 1<sup>er</sup> avril 1936.

MONSIEUR LE PRÉSIDENT,

Le projet de budget annexe de l'exploitation des chemins de fer et du wharf du Togo, pour l'exercice 1936, a été arrêté par le Commissaire de la République au Territoire en séance du conseil d'administration du 9 novembre 1935.

L'examen de ce budget n'ayant donné lieu à aucune observation particulière de ma part, j'ai fait préparer, en vue de son approbation et conformément aux dispositions de l'article 69 du décret du 30 décembre 1912, sur le régime financier des colonies, le projet de décret ci-joint que j'ai l'honneur de soumettre à votre haute sanction.

Je vous prie d'agréer, monsieur le Président, l'hommage de mon profond respect.

Le ministre des colonies,  
Jacques STERN.

**LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,**

Sur le rapport du ministre des colonies;

Vu le décret du 23 mars 1921 déterminant les attributions du Commissaire de la République au Togo;

Vu le mandat sur le Togo confirmé à la France par le conseil de la Société des nations en exécution des articles 22 et 119 du traité de Versailles en date du 28 juin 1919;

Vu le décret du 30 décembre 1912 sur le régime financier des colonies;

Vu le décret du 18 février 1936 portant approbation du budget local du Territoire pour l'exercice 1936;

**DECRETE :**

**ARTICLE PREMIER.** — Est approuvé le budget annexe de l'exploitation des chemins de fer et du wharf du Togo, pour l'exercice 1936, arrêté en recettes et en dépenses à 6.156.224 francs.

ART. 2. — Le ministre des colonies est chargé de l'exécution du présent décret.

Fait à Paris, le 1<sup>er</sup> avril 1936.

ALBERT LEBRUN.

Par le Président de la République :

*Le ministre des colonies,*  
Jacques STERN.

#### Sauvegarde de la production du caoutchouc

ARRETE N° 175 promulguant au Togo la loi du 3 avril 1936 complétant l'article 8 de la loi du 31 mars 1931 tendant : 1° à créer des caisses de compensation en vue d'assurer la sauvegarde de la production du caoutchouc dans les colonies, pays de protectorat et territoires sous mandat français; 2° à établir une taxe spéciale sur certains produits coloniaux français et étrangers.

LE COMMISSAIRE DE LA RÉPUBLIQUE P. I.,  
CHEVALIER DE LA LÉGION D'HONNEUR,

Vu le décret du 23 mars 1921 déterminant les attributions et les pouvoirs du Commissaire de la République au Togo;

Vu la loi du 3 avril 1936 complétant l'article 8 de la loi du 31 mars 1931 tendant : 1° à créer des caisses de compensation en vue d'assurer la sauvegarde de la production du caoutchouc dans les colonies, pays de protectorat et territoires sous mandat français; 2° à établir une taxe spéciale sur certains produits coloniaux français et étrangers;

#### ARRETE :

ARTICLE UNIQUE. — Est promulguée dans le territoire du Togo placé sous le mandat de la France, la loi du 3 avril 1936 complétant l'article 8 de la loi du 31 mars 1931 tendant : 1° à créer des caisses de compensation en vue d'assurer la sauvegarde de la production du caoutchouc dans les colonies, pays de protectorat et territoires sous mandat français; 2° à établir une taxe spéciale sur certains produits coloniaux français et étrangers.

Porto-Novo, le 6 mai 1936.

DESANTI.

Le sénat et la chambre des députés ont adopté;

Le président de la République promulgue la loi dont la teneur suit;

ARTICLE PREMIER. — L'article 8 de la loi du 31 mars 1931, tendant : 1° à créer des caisses de compensation en vue d'assurer la sauvegarde de la production du caoutchouc dans les colonies, pays de protectorat et territoires sous mandat français; 2° à établir une taxe spéciale sur les importations de caoutchouc et produits manufacturés à base de caoutchouc; de café, de sisal et de produits manufacturés à base de sisal, est complété comme suit :

« Café (sans changement);

« Sisal et fibres assimilées (phornium tenax, aloès et autres végétaux filamenteux, non dénommés, n° 114 du tarif des douanes) et produits manufacturés à base de ces végétaux pour la proportion forfaitaire de matière brute qu'ils renferment : 10 centimes par kilogramme;

« Fibres de coco et d'abaca : 10 centimes par kilogramme;

« Filés de coco et produits manufacturés à base de fibres de coco et d'abaca : 30 centimes par kilogramme ».

ART. 2. — Les détails d'application des dispositions qui précèdent seront réglés par arrêté du ministre des finances.

La présente loi, délibérée et adoptée par le sénat et par la chambre des députés, sera exécutée comme loi de l'Etat.

Fait à Paris, le 3 avril 1936.

ALBERT LEBRUN.

Par le Président de la République :

*Le ministre des colonies,*  
Jacques STERN.

*Le ministre des finances,*  
Marcel RÉGNIER.

*Le ministre de l'Agriculture,*  
Paul THELLIER.

*Le ministre du commerce et de l'industrie,*  
Georges BONNET.

## ACTES DU POUVOIR LOCAL

### Service des travaux publics et des mines

ARRETE N° 167 réorganisant le service des travaux publics et des mines du Togo.

L'ADMINISTRATEUR EN CHEF DES COLONIES,  
CHEVALIER DE LA LÉGION D'HONNEUR,  
COMMISSAIRE DE LA RÉPUBLIQUE P. I.,

Vu le décret du 23 mars 1921 déterminant les attributions et les pouvoirs du Commissaire de la République au Togo;

Vu le décret du 5 août 1910, portant réorganisation du personnel des travaux publics et des mines des colonies autres que l'Indochine, la Martinique, la Guadeloupe et la Réunion et tous actes ultérieurs le modifiant;

Vu le décret du 23 novembre 1934 portant réduction des dépenses administratives du Togo;

Vu l'arrêté n° 600 du 23 novembre 1934, réorganisant le service des travaux publics, du chemin de fer et du wharf;

Vu la dépêche ministérielle n° 978 du 16 mars 1936;

#### ARRETE :

ARTICLE PREMIER. — Le service des travaux publics et des mines du Togo comprend :

- 1° — La direction;
- 2° — Les subdivisions.

ART. 2. — La direction comprend :

- 1° — Secrétariat de la direction;
- 2° — Le bureau des finances;
- 3° — Le bureau du matériel.

ART. 3. — Les subdivisions comprennent :

- 1° — La subdivision des travaux publics;
- 2° — La subdivision des routes;
- 3° — La subdivision du service radioélectrique;
- 4° — La section topographique;
- 5° — L'école professionnelle de Sokodé.

ART. 4. — Les effectifs et leur répartition entre les différents organes du service permanent sont fixés conformément aux tableaux A et B annexés au présent arrêté.

ART. 5. — Le présent arrêté entrera en vigueur le 1<sup>er</sup> mai 1936 et sera publié et communiqué partout où besoin sera.

Porto-Novo, le 30 avril 1936.

DESANTI.

## PERSONNEL DES CADRES GÉNÉRAUX ET COMMUNS SUPÉRIEURS

Tableau A.

FONCTIONS	CADRE	EFFECTIFS PRÉSENTS	RELÈVE	OBSERVATIONS
	DIRECTION :	Mémoire		Emplois tenus cumulativement au Dahomey et au Togo.
	SECRÉTARIAT :	Mémoire		
	BUREAU DES FINANCES :	Mémoire		
	BUREAU DU MATÉRIEL :	Mémoire		
	SUBDIVISION DES T. P. :			
Ingénieur	Général	1	0	
Adjoint technique	—	1	1/2	
Ouvrier d'art	Local européen	1	1/2	
	SUBDIVISION DES ROUTES :			
Adjoint technique	Général	1	1/2	
	SUBDIVISION DU SERVICE RADIOÉLECTRIQUE :			
Ingénieur	Local européen	1	0	
Opérateur	—	1	1	
	SECTION TOPOGRAPHIQUE :			
Géomètre	Commun supérieur	1	1	
	ECOLE PROFESSIONNELLE DE SOKODÉ :			
Ouvrier d'art	Commun	1	1/2	
EFFECTIF TOTAL		8	4	
TOTAL GÉNÉRAL		12		

## PERSONNEL DES CADRES LOCAUX DU SERVICE PERMANENT DES TRAVAUX PUBLICS ET DES MINES DU TOGO

Tableau B.

FONCTIONS	CADRE	EFFECTIFS	OBSERVATIONS
	SECRÉTARIAT :	Mémoire	Emplois tenus cumulativement au Dahomey et au Togo.
	BUREAU DES FINANCES :	Mémoire	
	BUREAU DU MATÉRIEL :	Mémoire	
	SUBDIVISION DES T. P. :		
Commis	Local	3	
Chef de brigade	—	1	
Chefs d'équipe	—	2	
Ouvriers	—	4	
Maître ouvrier	—	1	
Ouvrier principal	—	1	Garage
Ouvrier	—	1	
	SUBDIVISION DES ROUTES :		
Commis	Local	1	
Ouvriers	—	3	
Chefs d'équipe	—	3	
	SUBDIVISION SERVICE RADIOÉLECTRIQUE :		
Commis radio princ.	Local	1	
Commis radio	—	4	

FONCTIONS	CADRE	EFFECTIFS	OBSERVATIONS
Commis Calqueur	SECTION TOPOGRAPHIQUE :		
	Local	1	
	—	1	
Maître ouvrier Ouvriers	ECOLE PROFESSIONNELLE DE SOKODÉ :		
	Local	1	
	—	3	
TOTAL . . . . .		31	

### Services permanents des travaux publics

*ARRETE N° 168 réglant l'exécution des travaux publics, portant organisation et fixant les attributions et les fonctionnements des services permanents des travaux publics du Togo.*

L'ADMINISTRATEUR EN CHEF DES COLONIES,  
CHEVALIER DE LA LÉGIION D'HONNEUR,  
COMMISSAIRE DE LA RÉPUBLIQUE P. I.,

Vu le décret du 23 mars 1921 déterminant les attributions et les pouvoirs du Commissaire de la République au Togo;

Vu le décret du 5 août 1910, portant réorganisation du personnel des travaux publics et des mines des colonies autres que l'Indochine, la Martinique, la Guadeloupe et la Réunion et tous actes ultérieurs le modifiant;

Vu le décret du 23 novembre 1934 portant réduction des dépenses administratives du Togo;

Vu l'arrêté du 17 mai 1935 fixant les attributions de l'administrateur supérieur;

Vu l'arrêté n° 600 du 23 novembre 1934 réorganisant le service des travaux publics, du chemin de fer et du wharf;

Vu l'arrêté n° 580 du 22 décembre 1935 nommant le chef des services des travaux publics et des chemins de fer du Dahomé et du Togo sous-ordonnateur du budget annexe du chemin de fer et du wharf du Togo;

Vu la dépêche ministérielle n° 978 du 16 mars 1936;

ARRETE :

### TITRE PREMIER

#### CONSISTANCE DES TRAVAUX — ORGANES CHARGÉS DE LEUR EXÉCUTION

ARTICLE PREMIER. — Consistance des travaux — Les travaux publics comprennent les travaux afférents :  
A la voirie urbaine et routière (de grande communication et rurale);

Aux bâtiments administratifs;

A l'urbanisme;

A l'hydraulique agricole, industrielle et urbaine;

A l'assainissement;

A la navigation intérieure;

A la navigation maritime;

et aux ports maritimes et à leurs dépendances.

ART. 2. — Organes chargés de les exécuter. — Ils sont exécutés :

Soit par les services permanents des travaux publics;

Soit par les services temporaires;

Soit directement par les organismes territoriaux intéressés (cercles ou communes).

### TITRE II

#### SERVICES PERMANENTS DES TRAVAUX PUBLICS ATTRIBUTIONS — ORGANISATION

### CHAPITRE PREMIER

#### Attributions des services

ART. 3. — Attributions générales. — Le service permanent des travaux publics a dans ses attributions :

1° — L'établissement des projets et l'exécution des travaux énumérés à l'article 1<sup>er</sup> précédent, qui ne sont pas confiés à des services temporaires ni aux organismes territoriaux.

2° — L'exploitation des services d'intérêt général non concédés et non confiés à des services spéciaux créés par arrêté du Commissaire de la République.

3° — La conservation du domaine public (délimitation, alignements, etc.).

4° — Le contrôle des exploitations industrielles d'intérêt général, (eau, électricité, ports maritimes ou fluviaux et leur outillage, chemins de fer, service de transport sur route, etc.), ou qui sont réglementairement placés sous la surveillance de l'administration (établissements dangereux ou insalubres, dépôts d'explosifs, etc.).

5° — Le service des mines comprenant :

a) Toutes questions relatives à la recherche et à l'exploitation des mines ou carrières et contrôle de ces exploitations;

b) Contrôle des machines et appareils à vapeur, à explosion ou combustion tant maritimes que terrestres;

c) Immatriculation des véhicules automobiles et délivrance des permis de conduire, surveillance de la circulation;

6° — Le service topographique comprenant :

a) Vérification des plans joints à toute demande d'acquisition ou de concession de terrains;

b) Planimétrie et nivellement;

c) Lotissement;

d) Travaux de même nature exécutés en cession pour les particuliers.

ART. 4. — Diverses catégories d'attributions techniques. Les attributions indiquées sous les nos 1 à 4 inclus de l'article précédent relèvent du service des travaux publics proprement dit, auquel est affecté un personnel appartenant aux divers cadres spéciaux des travaux publics, les attributions minières sont remplies avec le concours, quand il y a lieu, d'agents des mines secondant le chef de service, enfin les attributions de la section topographique sont exercées par des géomètres sous la direction du chef de service des travaux publics.



L'instruction des affaires relatives à ces deux dernières rubriques (mines, et section topographique) est soumise à des règlements spéciaux.

**ART. 5. — Attributions comptables.** — Le service des travaux publics est chargé de la constatation et du règlement des comptes de dépenses qui résultent des travaux dont il assure l'exécution, jusques et y compris l'établissement des pièces régulières de liquidation de ces dépenses à adresser au service financier intéressé pour servir à leur mandatement ultérieur.

Les conditions et formes dans lesquelles sont exercées ces attributions font l'objet d'un règlement spécial.

**ART. 6. — Personnel chargé de l'exécution.** — Le service des travaux publics dispose pour exercer les attributions qui lui incombent en propre, conformément aux articles qui précèdent, d'un personnel appartenant soit au cadre général des travaux publics des colonies, soit au cadre auxiliaire des travaux publics de l'Afrique occidentale française, soit aux cadres communs et locaux des travaux publics de l'Afrique occidentale française et du Togo, et exceptionnellement d'un personnel contractuel.

A grade et ancienneté égaux, les fonctionnaires du cadre général ont, sauf dans des cas exceptionnels nécessitant l'attribution — par décision expresse du Commissaire de la République — de prérogatives spéciales contraires, le commandement sur les autres fonctionnaires et agents.

Les fonctionnaires et agents des cadres généraux et auxiliaires ou assimilés jusques et y compris les agents techniques ont le commandement sur les agents des cadres communs et locaux.

Les agents des cadres communs et locaux européens du Togo de quel grade que ce soit, ont le commandement sur les agents des cadres locaux indigènes.

Tous les travaux incombant au service des travaux publics sont, en principe, exécutés par le personnel normal du service des travaux publics, quel que soit le budget qui supporte la dépense desdits travaux — Budget local ou budget annexe.

## CHAPITRE II

### *Organisation des services. — Désignation et attribution de chaque organe*

**ART. 7. — Chef de service des travaux publics.** — Le service des travaux publics est placé sous l'autorité d'un ingénieur en chef ou ingénieur principal, appartenant au cadre général des travaux publics des colonies, qui prend l'appellation de chef du service des travaux publics et qui relève directement du Commissaire de la République.

Toutefois, à titre essentiellement temporaire et lorsque les circonstances l'exigent, les fonctions de chef de service peuvent être exercées par un ingénieur, un ingénieur-adjoint du cadre général des travaux publics des colonies ou un fonctionnaire ou agent des grades précités appartenant à un autre cadre ou contractuel.

**ART. 8. — Attributions du chef de service.** — Le chef du service des travaux publics dirige et contrôle la marche de toutes les parties du service, dans les cadres des textes en vigueur et notamment dans les conditions de l'article 4 de l'arrêté du 17 mai 1935 :

- a) Les questions d'ordre technique;
- b) Les questions administratives;
- c) La comptabilité en deniers et en matières.

Il a sous ses ordres tout le personnel mis à la disposition du service. Et, dans l'intérieur de celui-ci, il

affecte à toutes les fonctions qui ne comptent pas pour leurs titulaires l'attribution d'indemnités spéciales.

Tous les ordres émanant de lui et sont exécutés sous sa responsabilité.

Le chef de service ne peut de lui-même, ordonner ou exécuter ni laisser exécuter aucune mesure susceptible d'entraîner des dépenses non prévues ou de dépasser les allocations accordées lorsque les circonstances paraissent imposer ces mesures, il en réfère sans délai au Commissaire de la République.

Il peut être secondé dans les attributions qui précèdent, par un ou plusieurs ingénieurs-adjoints.

Indépendamment de ces attributions, le chef de service remplit, auprès du Commissaire de la République, le rôle de conseiller technique.

En outre, il sanctionne suivant les dispositions fixées par les textes organiques, les actes des agents et fonctionnaires faisant partie de son service. Il note toutes les fois qu'ils doivent l'être, et à tous points de vue, ces fonctionnaires et agents ainsi qu'au point de vue technique ceux qui sont mis à la disposition des organismes territoriaux.

**ART. 9. — Divers organes d'exécution.** — Les divers organes qui contribuent, avec le chef de service, à l'étude, la préparation et l'exécution des travaux publics, sont les suivants :

1<sup>o</sup> — Des subdivisions ayant à leur tête des ingénieurs ou ingénieurs-adjoints. Ces subdivisions sont ou bien territoriales et dans ce cas le subdivisionnaire s'occupe de toutes les questions de travaux publics intéressant une zone déterminée — ou bien spécialisées (études, voirie, bâtiments, eau, etc. . .).

Si les circonstances l'exigent, un certain nombre de subdivisions peuvent être groupées en un arrondissement ayant à sa tête un ingénieur.

2<sup>o</sup> — Des sections topographiques fixes ou mobiles.

**ART. 10. — Chef d'arrondissement.** — A la tête d'un arrondissement se trouve, comme « chef d'arrondissement », en principe un ingénieur principal, à défaut d'ingénieur principal l'emploi peut être tenu temporairement par un ingénieur ou un ingénieur-adjoint.

**ART. 11. — Attributions du chef d'arrondissement.** — Le chef d'arrondissement exerce son autorité et son contrôle sur les diverses subdivisions qui composent son arrondissement et il relève directement du chef de service.

Le chef d'arrondissement est responsable, vis-à-vis du chef de service, de la préparation et de l'exécution des travaux qui lui sont confiés. Il vérifie et centralise tous les résultats produits et constatés, par les chefs de subdivisions sous ses ordres. Il prépare les marchés ou contrats de toute nature concernant l'exécution de son service et les envoie au chef de service, pour être soumis à l'approbation du Commissaire de la République ou de l'administrateur supérieur en cas de délégation de pouvoirs du chef du Territoire à ce dernier. Il vérifie l'organisation des chantiers et ateliers. Il est responsable de leur bonne marche ainsi que de la bonne tenue des écritures des chefs de subdivisions qui relèvent de son autorité.

**ART. 12. — Chef de subdivision.** — Le « chef de subdivision » est normalement un ingénieur ou ingénieur-adjoint. Mais à défaut l'emploi peut dans certaines subdivisions, être tenu par un adjoint-technique ayant les aptitudes convenables.

L'emploi pourra même être tenu, à titre exceptionnel, pour certaines subdivisions peu importantes, par

un surveillant qui possède à côté des connaissances spéciales, des aptitudes suffisantes notamment pour la tenue de la comptabilité qui incombe au chef de subdivision.

ART. 13. — Diverses natures d'attributions du chef de subdivision. — Le chef de subdivision a deux sortes d'attributions :

1<sup>o</sup> — Des attributions techniques pour la préparation et l'exécution des travaux ;

2<sup>o</sup> — Des attributions comptables : c'est lui qui tient les écritures qui constituent la base de la comptabilité du service des travaux publics et qui, notamment, établit toutes les pièces de dépenses devant servir à la liquidation et au mandatement.

ART. 14. — Diverses natures de subdivisions. — Le chef d'une subdivision rattachée à un arrondissement est complètement placé sous les ordres du chef d'arrondissement.

Le chef d'une subdivision non rattachée à un arrondissement relève directement du chef de service tant au point de vue technique qu'au point de vue comptable.

ART. 15. — Attributions du chef de subdivision. — Le chef de subdivision est chargé, avec l'aide du personnel mis à sa disposition, d'assurer dans sa subdivision la préparation et l'exécution des travaux de toute sorte qui lui incombent.

Il veille à ce que les travaux soient exécutés conformément aux dispositions des projets approuvés, à ce que les matériaux soient de qualité voulue et que l'utilisation, tant de la main-d'œuvre que des matériaux, satisfasse aux exigences des règles techniques, et d'une bonne économie, il effectue sur place, contradictoirement avec l'entrepreneur ou son représentant, quand il y a lieu, les constatations, prises d'attachement et métrés nécessaires, il règle l'emploi des ouvriers, et fait tenir par les surveillants les feuilles d'attachement des journées de travail.

Il fait tous les relevés et toutes les inscriptions concernant les chantiers dont il est chargé.

Le chef d'une subdivision qui ne fait pas partie d'un arrondissement a les attributions d'un chef d'arrondissement quant à la préparation des marchés et contrats.

ART. 16. — Attribution du personnel subalterne surveillant. Les chefs de subdivision ont à leur disposition le personnel subalterne nécessaire à la surveillance des chantiers, ces « surveillants » tiennent les feuilles d'attachement nominatives des ouvriers en régie et exercent une surveillance de détail sur les travaux de ces ouvriers de même que sur la bonne confection des ouvrages à l'entreprise.

Les inscriptions comptables élémentaires de ces agents sont contrôlées puis centralisées dans les écritures des chefs de subdivision dont ils dépendent.

Les chefs de subdivision disposent, en outre, des ouvriers d'art que leur service peut nécessiter ainsi qu'il résulte de l'importance de celui-ci le justifie, d'un ou plusieurs commis adjoints.

ART. 17. — Intervention des autorités administratives locales. — En outre des attributions générales qui leur sont dévolues pour le contrôle des divers services, les administrateurs des cercles dans lesquels s'effectuent des travaux incombant au service des travaux publics peuvent adresser périodiquement ou éventuellement au Commissaire de la République des comptes rendus sur la marche de ces travaux. Ils ne doivent pas s'immiscer dans leur exécution technique, mais ils sont habilités à se faire renseigner par les

fonctionnaires qualifiés (chef d'arrondissement ou de subdivision).

ART. 18. — Fixation des divers organes d'exécution et de l'effectif du personnel. — Un arrêté du Commissaire de la République fixe, conformément aux dispositions du présent texte la constitution du service des travaux publics de la colonie ainsi que, par voie de conséquence, les effectifs des agents de divers grades chargés d'assurer son fonctionnement.

ART. 19. — Désignation des divers agents. — Le chef du service des travaux publics à titre définitif est nommé par arrêté ministériel, conformément à l'article 2, paragraphe 6, du décret du 5 août 1910. Les nominations temporaires visées au dernier alinéa de l'article 7 précédent sont faites par arrêté du Commissaire de la République.

Les chefs d'arrondissement et de subdivision sont nommés par décision du Commissaire de la République sur la proposition du chef de service.

La répartition des autres agents, entre les arrondissements et subdivisions non rattachées à un arrondissement est faite par le chef du service des travaux publics.

Dans l'intérieur des arrondissements ou subdivisions l'emploi de chaque agent est déterminé par le chef de ces organes conformément aux instructions du chef de service.

### TITRE III

#### SERVICES TEMPORAIRES DE TRAVAUX PUBLICS

ART. 20. — Lorsque les travaux à exécuter présentent une importance exceptionnelle, ils peuvent être confiés à des services temporaires.

Ces services sont spécialement créés et organisés à cet effet, et, leur fonctionnement fixé par arrêté du Commissaire de la République.

### TITRE IV

#### EXÉCUTION DES TRAVAUX PAR LES ORGANISMES TERRITORIAUX

#### CHAPITRE PREMIER

##### *Nature des travaux*

ART. 21. — Les organismes territoriaux (communes et cercles) sont, en principe, chargés des travaux ci-après :

Communes, dans leur territoire :

Voirie urbaine ;

Bâtiments des services communaux ;

Urbanisme ;

Hydraulique urbaine ;

Assainissement.

Cercles :

Voirie rurale et urbaine, en dehors des communes ;

Bâtiments administratifs ;

Urbanisme ;

Hydraulique agricole, industrielle et urbaine ;

Assainissement.

Lorsque les travaux indiqués précédemment comme incombant aux communes intéressent les territoires et agglomérations extérieurs, ils sont normalement confiés aux cercles dans lesquels la commune est incluse.

Lorsque les travaux incombant, en principe, aux cercles, ont une importance qui le nécessite, ils sont confiés au service permanent des travaux publics.

#### CHAPITRE II

##### *Personnel chargé des travaux*

ART. 22. — Les communes disposent pour les travaux qui leur incombent d'un personnel soit recruté



spécialement par leurs soins, soit détaché des cadres constitués, sur leur demande par le Commissaire de la République.

ART. 23. — Les cercles disposent pour les travaux placés dans leurs attributions, d'agents des cadres réguliers ou contractuels de grade convenable prélevés sur le personnel affecté à la colonie et placé spécialement à cet effet, sous les ordres des administrateurs par le Commissaire de la République.

### CHAPITRE III

#### *Dispositions financières et comptables*

ART. 24. — Les crédits nécessaires à l'exécution des travaux incombant aux cercles font l'objet d'inscriptions budgétaires sur propositions justifiées des administrateurs.

Ils sont délégués, au moment opportun pour cette exécution par le Commissaire de la République aux administrateurs qui en règlent l'emploi et assurent la liquidation et, s'il y a lieu, le mandatement des dépenses conformément aux instructions données à cet effet par le Commissaire de la République.

Les agents techniques chargés de diriger l'exécution tiennent la comptabilité du subdivisionnaire.

### CHAPITRE IV

#### *Contrôle*

ART. 25. — Le contrôle technique des travaux exécutés par les cercles est effectué par le chef de service des travaux publics ou son délégué suivant les instructions expresses du Commissaire de la République.

### CHAPITRE V

#### *Application des dispositions précédentes*

ART. 26. — Le Commissaire de la République règle, par arrêté, les détails d'exécution des dispositions du présent titre.

### TITRE V

#### REPARTITION DES TRAVAUX ET DU PERSONNEL ENTRE LE SERVICE PERMANENT ET LES ORGANES TERRITORIAUX

ART. 27. — Au début de chaque année, le Commissaire de la République fixe, par un arrêté, la répartition des travaux à exécuter et du personnel qui doit en être chargé entre le service des travaux publics, les cercles, et, le cas échéant, les communes.

### TITRE VI

#### DISPOSITIONS GÉNÉRALES

ART. 28. — Toutes dispositions contraires à celles du présent arrêté sont abrogées, notamment celles contenues dans l'arrêté n° 600 du 23 novembre 1934, réorganisant les services des travaux publics.

ART. 29. — Le présent arrêté sera exécuté à partir du 1<sup>er</sup> mai 1936.

Porto-Novo, le 30 avril 1936.

DESANTI.

#### Services de transports

ARRETE N° 169 portant organisation administrative des services de transports au Togo.

L'ADMINISTRATEUR EN CHEF DES COLONIES,

CHEVALIER DE LA LÉON D'HONNEUR,

COMMISSAIRE DE LA RÉPUBLIQUE P. I.,

Vu le décret du 23 mars 1921 déterminant les attributions et les pouvoirs du Commissaire de la République au Togo;

Vu le décret du 23 novembre 1934 portant réduction des dépenses administratives du Togo;

Vu l'arrêté du 17 mai 1935 fixant les attributions de l'administrateur supérieur;

Vu l'arrêté ministériel du 3 décembre 1935 fixant les emplois tenus cumulativement au Dahomey et au Togo en ce qui concerne les services de transports;

Vu l'arrêté général (A. O. F.) n° 2707 du 30 novembre 1934, portant organisation du réseau du Bénin au Niger;

Vu les arrêtés locaux (Togo) n°s 600 et 601 du 23 novembre 1934, portant organisation des services des travaux publics, du chemin de fer et du wharf;

Vu l'arrêté n° 580 du 22 décembre 1935 (Togo) nommant le chef des services des travaux publics et des chemins de fer du Dahomey et du Togo sous-ordonnateur du budget annexe du chemin de fer et du wharf du Togo;

Vu la dépêche ministérielle n° 978 du 16 mars 1936;

### ARRETE :

ARTICLE PREMIER. — L'administration des services des transports au Togo comprennent :

Le réseau des chemins de fer à voie métrique.

Le wharf de Lomé.

Eventuellement le réseau des chemins de fer à voie de 0 m 60 et les services de transports par voitures automobiles, seront confiés au chef des services du réseau du Bénin au Niger sous l'autorité directe du Commissaire de la République.

ART. 2. — Les dispositions de l'arrêté général 2707 du 30 novembre 1934, portant organisation du réseau du Bénin au Niger sont étendues au territoire du Togo, avec les compléments visés aux articles ci-dessous afférents aux services exécutés au Togo.

ART. 3. — Complément à l'article 11 de l'arrêté 2707.

#### CONSISTANCE DES SERVICES

Ajouter. — c) Au Togo :

- 1° — Le Réseau des voies ferrées à voie de 1 m 00;
- 2° — Le réseau des voies ferrées à voie de 0 m 60;
- 3° — Le service des transports par voitures automobiles;
- 4° — Le wharf de Lomé;
- 5° — Le phare de Lomé.

ART. 4. — Complément à l'article 6.

#### ARRONDISSEMENT TEMPORAIRE DES GRANDS TRAVAUX

Ajouter :

L'arrondissement temporaire des grands travaux, en ce qui concerne ceux exécutés au Togo au compte du budget local, des budgets annexes et des comptes qui en dépendent, comprend des bureaux et subdivisions temporaires définis chaque année par les plans de campagne arrêtés en même temps que les budgets.

ART. 5. — Complément à l'article 7.

#### ATTRIBUTIONS DE L'ARRONDISSEMENT DES TRANSPORTS

Ajouter. — c) Au Togo :

- 1° — Le réseau des voies ferrées à voie de 1 m 00;
- 2° — Le réseau des voies ferrées à voie de 0 m 60;
- 3° — Les services des transports par voitures automobiles;
- 4° — Le wharf de Lomé;
- 5° — Le phare de Lomé.

ART. 6. — Complément à l'article 8.

#### ATTRIBUTIONS DE L'ARRONDISSEMENT TEMPORAIRE DES GRANDS TRAVAUX

L'arrondissement temporaire des grands travaux a dans ses attributions les grands travaux exécutés au Togo, au compte du budget local, des budgets annexes

et des comptes qui en dépendent tels qu'ils sont définis chaque année par les plans de campagne arrêtés en même temps que les budgets.

ART. 7. — *Complément à l'article 9.*

PERSONNEL

*Ajouter.* — 8° — Cadres locaux du Togo :

ART. 8. — *Complément à l'article 11.*

EFFECTIFS

Les effectifs des services exécutés sur le territoire du Togo, sont fixés par arrêté du Commissaire de la République sur la proposition du chef des services du réseau.

ART. 9. — *Complément à l'article 12.*

CONSEIL CONSULTATIF

Pour les services exécutés au Togo, le conseil consultatif présidé par le chef des services du réseau du Bénin au Niger comprend :

- 1° — Le délégué du Commissaire de la République ;
- 2° — Le trésorier-payeur ou son délégué ;
- 3° — Le chef du service des douanes ou son délégué ;
- 4° — Le président de la chambre de commerce du Togo ou son délégué ;
- 5° — Deux notables commerçants faisant partie du conseil d'administration du Togo, désignés par le Commissaire de la République ;
- 6° — Deux représentants des compagnies de navigation ;
- 7° — Le chef d'arrondissement des transports, ou son délégué ;
- 8° — Le chef du service de l'exploitation du réseau ou son délégué ;
- 9° — Le chef du service de la voie du réseau, ou son délégué ;
- 10° — Le chef du service de la traction du réseau, ou son délégué.

ART. 9. — *Complément à l'article 13.*

ATTRIBUTIONS DU CHEF DES SERVICES

*Ajouter.* — Pour les services exécutés au Togo :

Le chef des services a le pouvoir d'engager toutes les dépenses dans la limite des crédits délégués par le Commissaire de la République.

Il approuve par délégation du Commissaire de la République les cahiers des charges, adjudications, marchés de gré à gré, concernant les fournitures, travaux et transports qui ont fait l'objet d'une inscription budgétaire dotée d'un crédit correspondant jusqu'à concurrence de 50.000 francs ; au dessus de cette somme, il y a lieu à approbation du Commissaire de la République.

Cette délégation est consentie pour les cahiers des charges, adjudications, marchés de gré à gré, dont les dépenses sont imputables au budget local, aux budgets annexes, spéciaux ou d'emprunt.

Lorsque ces actes sont passés pour l'exécution de travaux sur fonds d'emprunt, les projets de ces travaux doivent avoir reçu l'approbation ministérielle.

Lorsque ces actes sont passés pour l'exécution de travaux neufs imputables au budget, les projets de ces travaux doivent avoir reçu l'approbation du Commissaire de la République.

Lorsque ces actes sont passés pour l'exécution de travaux neufs ou de fournitures imputables au fonds de renouvellement, les projets de travaux et de fournitures, doivent avoir reçu l'approbation du Commissaire République.

ART. 10. — *Complément à l'article 14.*

ORDONNANCEMENT DES DÉPENSES

*Ajouter :*

Le chef des services est constitué sous-ordonnateur du budget annexe au budget local du Togo en exécution de l'arrêté n° 580 du 22 décembre 1935.

ART. 11. — *Complément à l'article 15.*

ATTRIBUTIONS CONTENTIEUSES

En ce qui concerne les affaires litigieuses intéressant les services exécutés au Togo portant sur une valeur supérieure à 50.000 francs, il est statué sur la proposition du chef des services, par le Commissaire de la République, après avis du conseil consultatif s'il y a lieu.

ART. 12. — *Complément à l'article 16.*

ORDONNATEUR EN MATIÈRES

*Ajouter :*

Le directeur est ordonnateur en matières pour le matériel appartenant au budget local du Togo et aux budgets annexes, en ce qui concerne les services visés à l'article 1 du présent arrêté.

Il autorise par délégation du Commissaire de la République les cessions aux particuliers des matières et objets appartenant à ces mêmes budgets dans les conditions prévues à l'article 30 de l'instruction sur la comptabilité des matières rendue exécutoire en A. O. F. par arrêté du 25 avril 1929.

Les comptes matières produits par les comptables gestionnaires et les dépositaires comptables du matériel en service, et afférents aux matières et objets achetés sur les crédits du budget local, des budgets annexes ou des comptes qui en dépendent sont transmis par le chef des services ordonnateur en matières, au Commissaire de la République, qui en assure la vérification, y fait apporter, le cas échéant, tous les redressements et rectifications jugés nécessaires et les arrête définitivement.

ART. 13. — *Complément à l'article 19.*

DÉTAILS D'ORGANISATION ET DE FONCTIONNEMENT

*Ajouter :*

Les détails d'organisation et de fonctionnement des divers services exécutés au Togo, sont fixés par arrêté du Commissaire de la République, pris sur la proposition du chef des services.

ART. 14. — *Complément à l'article 20.*

TARIFS DES SERVICES DE TRANSPORTS ET DU WHARF

Pour les services exécutés au Togo : Tout tarif général ou spécial, toute taxe, toute modification aux tarifs et conditions de transport, doivent faire l'objet d'un arrêté du Commissaire de la République.

Dans le cas où l'administration jugerait convenable de modifier les tarifs et taxes en usage, ces modifications devront être portées au minimum, un mois à l'avance, à la connaissance du public, à moins qu'il

ne doit résulter des avantages pour ce dernier d'une mise en vigueur avant l'expiration du dit délai.

ART. 15. — *Complément à l'article 21.*

MARCHE DES TRAINS — HORAIRE — OUVERTURE ET  
FERMETURE DES GARES

Pour les services exécutés au Togo, la marche des trains, les horaires des services réguliers de transports automobiles, l'ouverture et la fermeture des gares font l'objet d'arrêtés du Commissaire de la République.

ART. 16. — *Complément à l'article 22.*

RÉPARTITION DES DÉPENSES

*Ajouter :*

Les frais généraux de direction des services temporaires de grands travaux exécutés au Togo au compte des budgets local ou d'emprunt, sont établis chaque année par les plans de campagne et arrêtés en même temps que les budgets.

Les dépenses de l'arrondissement temporaire des grands travaux exécutés au Togo au compte du budget local et du budget d'emprunt sont imputables à ces budgets, elles sont établies chaque année par les plans de campagne arrêtés en même temps que les budgets.

ART. 17. — *Complément à l'article 23.*

TEXTES RAPPORTÉS

*Ajouter :*

Arrêté n° 600 en date du 23 novembre 1934 du Commissaire de la République, portant organisation au Togo d'un service des travaux publics, du chemin de fer et du wharf.

Arrêté n° 601 en date du 24 novembre 1934, du Commissaire de la République, portant organisation intérieure du service des travaux publics, du chemin de fer et du wharf.

ART. 18. — Le présent arrêté entrera en vigueur pour compter du 1<sup>er</sup> mai 1936, il sera enregistré, publié et inséré partout où besoin sera.

Porto-Novo, le 30 avril 1936.  
DESANTI.

*Délégation de signature*

ARRETE N° 170 portant délégation temporaire de la signature de l'ordonnateur-délégué.

L'ADMINISTRATEUR EN CHEF DES COLONIES,  
CHEVALIER DE LA LÉGIION D'HONNEUR,  
COMMISSAIRE DE LA RÉPUBLIQUE P. I.,

Vu le décret du 23 mars 1921 déterminant les attributions et les pouvoirs du Commissaire de la République au Togo;

Vu le décret du 30 décembre 1912 sur le régime financier des colonies;

Vu le décret du 23 novembre 1934 portant réduction des dépenses administratives du Togo;

Vu l'arrêté du 17 mai 1935 fixant les attributions de l'administrateur supérieur du Togo;

Vu l'absence de l'administrateur supérieur du 5 au 10 mai 1936;

ARRETE :

ARTICLE PREMIER. — Pendant la durée de l'absence susvisée de l'administrateur supérieur, ordonnateur-délégué des budgets local, annexe du chemin de fer

et annexe sur fonds d'emprunt du territoire du Togo M. SANSON Pierre, administrateur-adjoint des colonies, chef du bureau des finances et du matériel signera par délégation les pièces de recettes et des dépenses et toutes pièces comptables afférentes auxdits budgets.

ART. 2. — Le présent arrêté sera enregistré, communiqué et publié partout où besoin sera.

Porto-Novo, le 2 mai 1936.  
DESANTI.

*Commandement indigène*

ARRETE N° 171 portant organisation du commandement indigène au Togo.

L'ADMINISTRATEUR EN CHEF DES COLONIES,  
CHEVALIER DE LA LÉGIION D'HONNEUR,  
COMMISSAIRE DE LA RÉPUBLIQUE P. I.,

Vu le décret du 23 mars 1921 déterminant les attributions et les pouvoirs du Commissaire de la République au Togo;

Vu le décret du 30 décembre 1912 sur le régime financier des colonies;

Vu le décret du 21 avril 1933 réorganisant la justice indigène au Togo;

ARRETE :

ARTICLE PREMIER. — L'administration indigène du Togo est constituée par :

Des chefs de village, assistés d'un conseil de village;

Des chefs de quartier, assistés d'un conseil de quartier;

Des chefs de régions;

Des chefs de canton, assistés d'un conseil de canton.

TITRE PREMIER  
CHEFS DE VILLAGE

ART. 2. — Le village représente l'unité administrative indigène.

Il comprend l'ensemble de la population y habitant et tous les terrains qui en dépendent.

ART. 3. — Tout indigène fait obligatoirement partie du village où il réside habituellement et se trouve de ce fait soumis à l'autorité du chef de village.

ART. 4. — Le chef de village est désigné par la majorité des membres du village.

Chaque désignation porte sur trois candidats parmi lesquels le commandant de cercle choisit le titulaire définitif.

Les fonctions de chef de village peuvent prendre fin soit sur la demande des habitants du village, après qu'elle aura été reconnue justifiée par le commandant de cercle, soit sur l'initiative de celui-ci. L'application de cette mesure est subordonnée à l'approbation de l'administrateur supérieur.

Le commandant de cercle peut exceptionnellement et pour des raisons de police générale désigner d'office un chef de village à titre temporaire, sous réserve de l'approbation de l'administrateur supérieur.

ART. 5. — Le chef de village est rémunéré au moyen de remises sur le produit des impôts indigènes, le taux et les conditions d'attribution de ces remises sont fixés par arrêté du Commissaire de la République.

## ATTRIBUTIONS DU CHEF DE VILLAGE

ART. 6. — Les attributions du chef de village sont fixées ainsi qu'il suit :

*Police générale.* — Son autorité s'exerce sur tous les habitants du village, y compris les indigènes de passage, quelle que soit leur race.

Il doit rendre compte sans retard au chef de canton et, le cas échéant, en cas d'urgence, au chef de la subdivision de tous faits ou propagandes tendant à troubler l'ordre public. Il prend au besoin les mesures propres à les faire cesser.

Il doit empêcher les rixes et les disputes, ainsi que tout tumulte dans les lieux d'assemblée publique.

Dans tous les cas où il est procédé à une arrestation (criminels, délinquants, prisonniers évadés etc.), il doit immédiatement conduire la personne arrêtée au chef de canton, qui la livre sans retard aux autorités.

Dans l'intervalle, le chef et les habitants du village doivent veiller à la nourriture de l'inculpé et lui éviter tout mauvais traitement.

Aidé des habitants du village, qu'il peut réquisitionner à cet effet, le chef de village doit prêter son concours en cas d'accidents ou d'événements graves tels qu'incendies, inondations, invasions de sauterelles ou de criquets, etc...

*Police rurale.* — Le chef de village veille à la protection des cultures, des plantations et des récoltes, en empêchant notamment qu'elles ne soient compromises ou détruites par les animaux ou les feux de brousse.

Il empêche la divagation des animaux sur les terrains de cultures ou sur les grandes routes, notamment dans la traversée des villages.

Il veille particulièrement à l'entretien des pépinières créées dans les villages pour l'extension des cultures d'exportation (palmiers à huile, cocotiers, caooyers, caféiers, etc. ...).

Il doit également apporter ses soins aux cultures vivrières, à la conservation des semences, à la constitution des greniers de réserve.

Il pourra passer avec les chefs de village voisins, après avis du conseil de village, des conventions collectives relatives à l'exercice de certains droits : pêche, chasse, culture, pacage, usage des zones de transhumance etc. Ces contrats, conformes aux règlements en vigueur seront approuvés et enregistrés par le chef de la circonscription dans les conditions prévues par le décret du 2 mai 1906 sur les conventions indigènes.

*Voirie.* — Le chef de village doit maintenir en état de propreté l'agglomération et ses environs immédiats, veiller à la conservation et au bon entretien des chemins et sentiers du village, des ponts et ponceaux, des plantations d'arbres établies le long des voies de communications traversant son territoire et des plaques indicatrices placées sur les routes.

*Hygiène.* — Le chef de village signale immédiatement au chef de canton les cas de maladies contagieuses telles que la variole, il doit contribuer aux mesures à prendre pour assurer l'isolement des malades et les désinfections nécessaires.

Il surveille l'abatage des bestiaux et signale les animaux morts ou abattus à la suite d'une affection contagieuse, telle que la peste bovine, la péripneumonie ou toute autre épizootie.

*Justice.* — Le chef de village est investi en matière civile et commerciale du pouvoir de concilier les parties.

*Perception des impôts indigènes.* — Le chef de village assure la perception des impôts indigènes.

Il assure, d'une manière générale, la répartition entre les familles des charges collectives (prestations, etc.). Le conseil de village est obligatoirement appelé à délibérer sur ces répartitions.

Pour ce qui concerne spécialement la perception des impôts indigènes, l'action du chef de village consiste à renseigner les autorités compétentes sur les changements de résidence des contribuables, à rechercher ceux qui ont quitté le village pour s'installer dans des campements de culture, à faire aux redevables toutes communications les intéressant, à centraliser les sommes dues par les contribuables et à les verser aux centres de perception, aux dates fixées par les commandants de cercle et chefs de subdivision.

*Dispositions générales.* — Le chef et les habitants du village doivent satisfaire à toutes les réquisitions des autorités pour assurer, dans les cas urgents, la remise des convocations et le transport des correspondances administratives et judiciaires.

## Conseil de village

ART. 7. — Le chef de village est secondé par un conseil de village composé suivant la coutume locale et chargé de l'assister de ses avis dans toutes les questions intéressant la collectivité (travaux, répartition des charges, constitution de greniers de réserve, hygiène des groupements, entretien et administration des plantations collectives etc.).

## Chefs de quartier

ART. 8. — Dans les centres urbains ou érigés en commune, les attributions du chef de village sont dévolues à des chefs de quartier qui sont rétribués dans les mêmes conditions que les chefs de village.

Cependant, à titre transitoire, certains chefs de quartier jouissant au moment de la parution du présent arrêté d'un salaire mensuel fixe pourront, par décision spéciale de l'administrateur supérieur, continuer à bénéficier de cette rémunération à l'exclusion de toute remise d'impôt.

Ils pourront par décision de l'administrateur supérieur, être placés sous le régime commun lorsque celui-ci estimera que les conditions qui ont motivé le maintien de la rétribution fixe à titre exceptionnel auront disparu.

Les conseils de quartier qui les assistent auront les mêmes attributions que les conseils de village en ce qui concerne les travaux, la répartition des charges, l'hygiène des groupements, etc.

## Chefs de région

ART. 9. — Lorsque des considérations pratiques ou politiques l'exigent, les chefs de canton pourront être assistés de chefs de région, chargés, sous le contrôle et la responsabilité du chef de canton, d'assurer la surveillance d'un certain nombre de village et de leur transmettre les ordres du chef de canton.

Les chefs de région sont désignés par l'administrateur supérieur, sur proposition du commandant de cercle, après consultation du chef de canton et des chefs de village intéressés.

A titre transitoire, sont agréés comme chefs de région, sans autre formalité, les chefs de canton actuels qui n'auront pas été confirmés dans leurs fonctions en vertu du présent arrêté.

Les chefs de région bénéficieront de remises sur les impôts le taux et les conditions d'attribution de ces remises sont fixées par arrêté du Commissaire de la République.

Dans les régions où par suite de la dispersion des habitations, il n'existe pas de villages proprement dits, les chefs de région peuvent être chargés, par décision du commandant de cercle soumise à l'approbation de l'administrateur supérieur, de cumuler avec leurs attributions propres celles dévolues par l'article 6 aux chefs de village.

L'ensemble du groupement ainsi administré prend le nom de région.

Les conseils de village sont remplacés, en ce cas, par un conseil de région, composé suivant la coutume locale.

#### *Chefs de canton*

ART. 10. — Le canton est constitué par un groupement de villages et par les territoires qui en dépendent.

ART. 11. — Il est placé sous l'autorité d'un agent de l'administration indigène qui prend le nom de chef de canton.

Le chef de canton est assisté par un conseil de canton composé en principe des chefs de région et des chefs de villages du canton auxquels peuvent être adjoints, par décision de l'administrateur supérieur, certains notables ou dignitaires (chefs de la terre ou personnage religieux) dont les conseils sont de nature à faciliter l'action du chef de canton.

Il se réunit sur la convocation du chef de canton, qui le préside et fonctionne sous le contrôle du chef de subdivision.

Le chef de canton est assisté éventuellement d'un secrétaire et de coadjuteurs qui le secondent et peuvent recevoir de lui mandat de le suppléer s'ils sont agréés pour ce faire par le commandant de cercle. Des détachements de gardes de cercle, dont l'effectif sera fixé par l'administrateur supérieur, peuvent être mis à la disposition des chefs de canton.

Les chefs de canton sont désignés par le Commissaire de la République sur la proposition de l'administrateur supérieur.

Ils sont investis officiellement de leurs fonctions par le commandant de cercle ou son délégué devant les membres du conseil de canton.

Les chefs de canton sont rétribués par des soldes fixes. Ils ne perçoivent pas de remises sur le produit de l'impôt personnel indigène, sauf dans le cas exceptionnel, où ils sont appelés à cumuler leurs fonctions avec celles de chef d'un village donné et pour ce seul village. Une prime de rendement pourra être attribuée aux chefs de canton dans les conditions fixées par arrêté du Commissaire de la République.

Les coadjuteurs agréés, agissent au nom et sous la responsabilité personnelle du chef de canton. Ils ne peuvent prétendre à aucune rémunération.

#### *Attributions des chefs de canton*

ART. 12. — Les attributions du chef de canton sont les suivantes :

*Attribution administrative.* — Le chef de canton transmet aux chefs de région et aux chefs de village placés sous son autorité, les ordres émanant du chef de subdivision et veille à leur exécution.

Il peut être chargé de tenir à jour un double des registres de recensement, de centraliser et de faire parvenir au chef de circonscription tous renseignements relatifs à l'établissement des actes de l'état-civil indigène, de suivre le mouvement des indigènes étrangers qui passent, séjournent ou se fixent dans le canton, de dresser ou de fournir toutes précisions utiles pour établir la liste des prestataires du canton en dis-

tinguant les assujettis qui s'acquitteront en argent de ceux qui préfèrent s'acquitter en nature.

Il contrôle en permanence l'administration des chefs de village et des conseils de village. Il surveille l'exécution des prescriptions de l'autorité administrative relativement au développement des récoltes, au conditionnement des produits, aux constitutions de réserves de vivres, à la police des marchés.

*Attributions judiciaires.* — Le chef de canton est un auxiliaire de police judiciaire en matière indigène.

Il est investi en matière civile et commerciale du pouvoir de concilier les parties. Toutefois, lorsqu'il s'agit de litiges entre habitants d'un même village, la conciliation doit être tentée en premier lieu par le chef du village intéressé.

Il veille à l'ordre public et doit prendre d'urgence toutes mesures propres à l'assurer.

Il signale au chef de subdivision toute propagande subversive, tous faits susceptibles de compromettre l'ordre et la sécurité.

*Attributions financières.* — Le chef de canton assure la transmission des ordres du commandant de cercle ou du chef de subdivision en vue de la préparation de la perception de l'impôt et veille à l'exécution de ces ordres par un contrôle de l'action des chefs de village.

Il ne peut accomplir lui-même d'actes de perception que dans le cas où il est appelé à cumuler ses fonctions avec celle de chef d'un village donné et pour ce seul village. Il bénéficie alors des remises d'impôt afférentes aux sommes ainsi perçues.

Toutefois et exceptionnellement, et par décision spéciale de l'administrateur supérieur, les chefs de canton peuvent être désignés comme agents intermédiaires pour la perception des impôts indigènes de leur circonscription. Ils seront, en ce cas munis d'un extrait des rôles et d'un quittancier, tenus selon les instructions qui seront édictées à cet effet.

Il fixe la répartition des prestations et réquisitions entre les villages. Le conseil de canton est obligatoirement appelé à délibérer sur ces répartitions.

*Attributions sanitaires.* — Le chef de canton signale sans délai au chef de subdivision les épidémies et épizooties qui sévissent dans sa circonscription.

Il veille à l'exécution des règlements sanitaires.

#### *Soldes des chefs de canton*

ART. 13. — Les soldes des chefs de canton sont fixées par le Commissaire de la République individuellement pour chaque chef, compte tenu de son influence politique, de sa valeur personnelle, de l'importance du canton, etc. La solde annuelle ne peut être supérieure à 15.000 francs ni inférieure à 900 francs.

La solde primitivement attribuée peut être augmentée selon l'ancienneté et les services rendus par le chef de canton par décision du Commissaire de la République. La solde ne doit toutefois dépasser en aucun cas le maximum de 15.000 francs prévu ci-dessus.

Les chefs de canton ne perçoivent pas de remises sur la perception des impôts, sauf l'exception prévue à l'article 11 (attributions financières).

ART. 14. — Un dossier sera constitué pour chaque chef de canton au chef-lieu du cercle et au bureau de l'administrateur supérieur. Ce dossier devra obligatoirement comprendre :

- 1<sup>o</sup> — Une notice sur le chef intéressé,
- 2<sup>o</sup> — L'acte de nomination,
- 3<sup>o</sup> — Des bulletins de notes établis annuellement



par le chef de la circonscription et dont un double sera adressé au Commissaire de la République avant le premier novembre.

#### *Uniforme et résidence*

ART. 15. — Les chefs de canton, qui ont adopté le costume européen, seront tenus au port d'un uniforme dont les caractéristiques seront fixées par une décision du Commissaire de la République. Ils recevront, à cet effet, une première mise d'habillement de 1.000 frs. Le budget local pourra concourir, dans la limite des crédits autorisés par l'ordonnateur-délégué, à l'édification de résidence affectées aux chefs de canton.

#### *Mesures disciplinaires*

ART. 16. — Les mesures disciplinaires applicables aux chefs de canton ne peuvent être prononcées que par le Commissaire de la République.

Ce sont :

1° — La réduction temporaire de solde jusqu'à cinquante pour cent du traitement sans limitation de durée,

2° — La révocation.

#### *Recrutement*

ART. 17. — Les chefs de canton seront recrutés :

1° — De préférence parmi les descendants des anciennes familles de la région, désignés par la tradition ou par la coutume pour exercer le commandement,

2° — Parmi les indigènes notables ou fonctionnaires, lettrés si possible, ayant rendu des services à la cause française, aptes à remplir ces fonctions par leur autorité et l'influence dont ils jouissent dans le pays et appartenant de préférence à la race dominante de la région,

3° — Parmi les secrétaires des chefs de canton ayant exercé leurs fonctions de secrétaire pendant au moins quatre ans et qui seront reconnus aptes à remplir les fonctions de chef de canton,

4° — Parmi les agents des cadres locaux (commis d'administration, interprètes, etc. . . ) ayant servi pendant deux ans au moins en qualité de titulaire dans un bureau de l'administration locale et préalablement placés en disponibilité ou en congé hors cadres et qui auront accompli un stage probatoire d'un an au moins en qualité de secrétaire ou de coadjuteur de chef de canton.

Les candidats (agents des cadres locaux) visés au paragraphe 4 percevront pendant la durée de leur stage le traitement qu'ils recevaient dans leurs cadres d'origine, sans toutefois que ce traitement puisse excéder le maximum de solde prévu à l'article 13.

#### TITRE IV

##### SECRÉTAIRES DE CHEFS DE CANTON

#### *Soldes*

ART. 18. — Les soldes des secrétaires de chefs de canton sont fixées par l'administrateur supérieur individuellement pour chaque secrétaire, compte tenu de ses capacités et de l'importance du canton. La solde annuelle ne peut être supérieure à 2.400 francs ni inférieure à 450 francs.

#### *Recrutement*

ART. 19. — Les secrétaires de chefs de canton seront recrutés parmi les candidats proposés par les commandants de cercle et ayant été reçus à un examen portant sur les matières ci-après :

Une composition d'orthographe d'une dizaine de lignes, servant de composition d'écriture;

Une composition française (durée 1 heure et demie);

Deux problèmes d'arithmétique sur les quatre opérations (durée 2 heures);

Les épreuves sont cotées de 0 à 20.

Les candidats titulaires du certificat d'études primaires bénéficieront d'une bonification de dix points.

Nul ne pourra être admis s'il ne réunit un total de 40 points (chaque problème faisant l'objet d'une cote spéciale) et s'il n'a pas joint à son dossier de candidature un certificat de scolarité.

Pourront exceptionnellement être nommés secrétaires des chefs de canton, sans concours, sur propositions motivées des commandants de cercle, des membres des familles des chefs de canton en exercice, susceptibles de remplacer ces derniers dans leurs fonctions à la condition qu'ils aient une instruction suffisante pour assurer leur service de secrétaire.

L'examen a lieu au chef-lieu du cercle, les épreuves étant corrigées par une commission composée comme suit :

*Président* : Le commandant de cercle,

*Membres* : L'adjoint au commandant de cercle,  
Le directeur du centre scolaire.

Les épreuves sont arrêtées par la commission indiquée ci-dessus.

Les secrétaires de chef de canton sont nommés par décision de l'administrateur supérieur.

#### *Discipline*

ART. 20. — Les mesures disciplinaires applicables aux secrétaires de chef de canton sont les suivantes :

1° — Suppression de solde dans la limite maximum de 10 jours prononcée par le commandant de cercle,

2° — Réduction de solde et révocation ou licenciement, prononcés par l'administrateur supérieur.

#### TITRE V

##### DISPOSITIONS GÉNÉRALES

ART. 21. — Les dispositions du présent arrêté seront appliquées progressivement dans les diverses circonscriptions du Territoire, par décisions du Commissaire de la République indiquant les circonscriptions, subdivisions ou parties de subdivision où elles devront être mises en vigueur.

En attendant l'intervention de ces décisions, le régime antérieur restera en vigueur.

ART. 22. — L'administrateur supérieur et les commandants des cercles sont chargés de l'exécution du présent arrêté qui sera enregistré, communiqué et publié partout où besoin sera.

Porto-Novo, le 6 mai 1936.

DESANTI.

#### *Election à la chambre de commerce*

ARRETE N° 172 portant convocation du collège électoral (membres originaires des territoires placés sous mandat B français ou des possessions européennes de la Côte occidentale d'Afrique) en vue de l'élection à la chambre de commerce du Togo d'un membre originaire des Territoires placés sous mandat B français.

L'ADMINISTRATEUR EN CHEF DES COLONIES,

CHEVALIER DE LA LÉON D'HONNEUR,

COMMISSAIRE DE LA RÉPUBLIQUE P. I.,

Vu le décret du 23 mars 1921 déterminant les attributions et les pouvoirs du Commissaire de la République au Togo;

Vu l'arrêté du 18 janvier 1928 portant réorganisation de la chambre de commerce du Togo; ensemble les actes subséquents le modifiant ou le complétant;

Vu l'arrêté du 24 février 1936 approuvant les opérations électorales du 9 février 1936 pour le renouvellement de la chambre de commerce du Togo;

Vu l'arrêté du 17 mars 1936 acceptant la démission de M. VINZ AYIVI ADAMA, de ses fonctions de membre originaire du Territoire placé sous mandat B français;

Vu la lettre n° 62 du 8 avril 1936 du président de la chambre de commerce;

### ARRETE :

**ARTICLE PREMIER.** — Le collège électoral (électeurs originaires du Territoire placé sous mandat B français ou des possessions européennes de la Côte occidentale d'Afrique) se réunira à Lomé à la Maison commune le 24 mai 1936 sous la présidence du commandant du cercle de Lomé, assisté des deux plus jeunes et des deux plus âgés des électeurs présents dans la salle à l'ouverture du scrutin en vue de procéder à l'élection à la chambre de commerce du Togo d'un membre originaire du Territoire placé sous mandat B français, en remplacement de M. VINZ AYIVI ADAMA, démissionnaire.

**ART. 2.** — Conformément aux dispositions de l'article 17 de l'arrêté du 18 janvier 1928 susvisé, les électeurs absents de Lomé ou non domiciliés dans cette ville pourront adresser leur bulletin de vote au président sous double enveloppe dont la première sera revêtue de leur signature et dont la seconde ne devra porter aucun signe extérieur, faute de quoi l'enveloppe et le bulletin qu'elle contient ne seront pas admis.

Ces enveloppes devront parvenir au président avant la fermeture du scrutin.

**ART. 3.** — Le présent arrêté sera enregistré, communiqué et publié partout où besoin sera.

Porto-Novo, le 6 mai 1936.

DESANTI.

## NOMINATIONS, MUTATIONS ETC. CONCERNANT LE PERSONNEL

### PERSONNEL EUROPEEN

#### ACTES DU POUVOIR LOCAL

##### Nominations

Par décision du :

21 avril 1936. — M. PIC, administrateur-adjoint de 1<sup>re</sup> classe des colonies, adjoint au commandant de cercle du sud, est nommé président des tribunaux indigènes du 1<sup>er</sup> degré de Lomé et de Tsévié.

##### Nomination d'un géomètre ad hoc

Par décisions du :

28 avril 1936. — La décision n° 176 du 27 novembre 1935 mettant M. TAVERA, chef de district de 2<sup>e</sup> classe, à la disposition du receveur des domaines, est rapporté pour compter de la date de la signature de la présente décision.

##### Affectations

Par décisions des :

6 mai 1936. — M. DE GUISE, commis de 1<sup>re</sup> classe des services civils, retour de congé, attendu à Lomé vers le 13 mai 1936 par s/s Jamaïque, est affecté à Aného

comme agent spécial, en remplacement de M. MENEAU, en instance de départ en congé.

Jusqu'au jour du départ de ce dernier, M. DE GUISE sera affecté provisoirement au bureau des finances à Lomé.

30 avril 1936. — M. FREAU Max, adjoint de 2<sup>e</sup> classe des services civils, précédemment en service à la paierie de Lomé, est affecté au tribunal de 1<sup>re</sup> instance en qualité du commis-greffier intérimaire, en remplacement de M. REHART, appelé à d'autres fonctions.

M. REHART Adolphe, commissaire de police du cadre local du Togo est nommé conservateur de la bibliothèque et des archives du Territoire.

### Congés

Par décisions des :

23 avril 1936. — Un congé de convalescence de 6 mois, pour en jouir à Nîmes, 30 rue Fresque, est accordé à M. COMBE Roger chef de district de 5<sup>e</sup> classe des chemins de fer du Togo.

Un passage pour la France lui est en outre délivré ainsi qu'à sa femme et ses deux enfants âgés respectivement de 3 et de 2 ans, en 2<sup>e</sup> classe, 3<sup>e</sup> catégorie, sur le paquebot *Canada*, attendu à Lomé vers le 3 mai 1936.

M. COMBE remplit les fonctions requises pour pouvoir prétendre à la gratuité du passage de sa famille lors de son retour au Territoire.

28 avril 1936. — Une réquisition de passage de retour, par anticipation, de Lomé à Bordeaux, en 1<sup>re</sup> classe 2<sup>e</sup> catégorie, sur le paquebot *Foucauld*, attendu à Lomé vers le 9 juin 1936, est accordée à madame RAOULT André, née Eliette BONNEAU femme d'un médecin-lieutenant des troupes coloniales se rendant à Bordeaux, 9 cours de l'Isère.

1<sup>er</sup> mai 1936. — Une réquisition de passage de retour, par anticipation, de Lomé à Marseille, en 2<sup>e</sup> classe, (3<sup>e</sup> catégorie), sur le paquebot *Banfora*, attendu à Lomé vers le 1<sup>er</sup> juin 1936, est accordée à madame PERRET Jean et son fils âgé de 6 ans 7 mois, femme d'un adjoint principal des services civils du Togo, se rendant à Strasbourg, 15 boulevard d'Anvers.

### PERSONNEL INDIGÈNE

##### Nominations

Par arrêté du :

21 avril 1936. — Le nommé AKAPO Ecoué, moniteur de 4<sup>e</sup> classe de l'enseignement officiel, est agréé dans le cadre des instituteurs, en qualité d'instituteur auxiliaire de 2<sup>e</sup> classe, pour compter du 1<sup>er</sup> mai 1936.

Par décision du :

30 avril 1936. — Le notable indigène GERALDO MOUSSE, tailleur à Lomé, est nommé membre suppléant du tribunal colonial d'appel, en remplacement du nommé MALAM INOUSSA MOUSSA, décédé.

ADJALLE, chef du canton d'Amoutivé, est nommé vice-président du conseil d'administration de la société indigène de prévoyance du cercle du sud.

TIAGODEMOU, chef supérieur des cotocolis à Parataou, est nommé vice-président de la société indigène de prévoyance du cercle du nord.

**Ecole Professionnelle de Sokodé**

Par décision du :

2 mai 1936. — Sont rayés de la liste d'admission à l'école professionnelle de Sokodé les élèves dont les noms suivent :

DJEHA COMLAN, de l'école régionale de Lomé.

AKAKPO CODJOVI, de l'école régionale de Lomé.

Tossou Michel, de l'école régionale de Lomé.

Sont admis comme élèves à l'école professionnelle de Sokodé les candidats dont les noms suivent :

SAMBERNI KONKADJA, de l'école urbaine de Mango.

DOUTY KANGBENI, de l'école urbaine de Mango.

**Rétrogradation**

Par arrêté du :

29 avril 1936. — Le moniteur auxiliaire de 2<sup>e</sup> classe de l'agriculture AGBOKOU Martial, est rétrogradé à la 3<sup>e</sup> classe de son grade.

**Permutation**

Par décision du :

20 avril 1936. — Le commis d'administration de 5<sup>e</sup> classe JOHNSON André, en service au bureau des finances à Lomé, est mis à la disposition du commandant du cercle du nord, pour servir à la subdivision de Bassari, en remplacement du commis d'administration de 5<sup>e</sup> classe Godwin Dogbe, mis à la disposition du chef du bureau des finances à Lomé.

Les frais de transport et de déplacements seront à la charge des intéressés.

**Congés**

Par décisions des :

21 avril 1936. — Sont accordés, avec traitement, des congés de :

30 jours, du 1<sup>er</sup> au 30 mai 1936 inclus, au commis de 7<sup>e</sup> classe des P. T. T. KRUGER Ernest, en service à Lomé, pour en jouir au Territoire.

30 jours, du 1<sup>er</sup> au 30 mai 1936 inclus, à l'infirmier de 5<sup>e</sup> classe Robert C. ANANI, en service à l'hôpital de Lomé, pour en jouir au Territoire.

30 jours, du 1<sup>er</sup> au 30 mai 1936 inclus, au commis d'administration de 4<sup>e</sup> classe D'ALMEIDA Cosme, en service au garage central, pour en jouir au Territoire.

30 jours, du 1<sup>er</sup> au 30 mai 1936 inclus, au pointeur de 6<sup>e</sup> classe au wharf de Lomé, VIGNON Antoine, pour en jouir au Dahomey.

30 jours, du 1<sup>er</sup> au 30 mai 1936 inclus, à l'ouvrier de 8<sup>e</sup> classe, KODJOVI KPOKLO, en service au chemin de fer à Lomé, pour en jouir à Blitta.

28 jours, du 20 mai au 16 juin 1936 inclus, au facteur enregistreur de 2<sup>e</sup> classe LASSEY Benjamin, en service au réseau Bénin-Niger à Cotonou, pour en jouir au Togo.

15 jours, du 1<sup>er</sup> au 15 mai 1936 inclus, au garde-frontière de 2<sup>e</sup> classe KORIKO EHORO, en service au poste des douanes de Batomé, pour en jouir à Sokodé.

28 avril 1936. — Sont accordés, avec traitement, des congés de :

30 jours, du 1<sup>er</sup> au 30 mai 1936 inclus, au facteur auxiliaire de 1<sup>re</sup> classe des P. T. T. Justin AKAKPO ADRAH, en service à Lomé, pour en jouir à Grand-Popo.

Il aura droit au transport gratuit, pour lui et sa famille, de Lomé-Grand-Popo et retour.

30 jours, du 10<sup>er</sup> mai au 8 juin 1936 inclus, au mécanicien-conducteur de 4<sup>e</sup> classe FOLLY Pancréasius, en service au garage central pour en jouir à Porto-Ségué, (subdivision Anécho).

30 jours, du 21 mai au 19 juin 1936 inclus, au planton de 7<sup>e</sup> classe PADONOU Célestin, en service à la T. S. F. à Lomé, pour en jouir à Grand-Popo.

30 jours, du 22 mai au 20 juin 1936 inclus, au maître-ouvrier de 4<sup>e</sup> classe des travaux publics, AMADOU Moïse, en service à Lomé, pour en jouir à Anié.

30 jours, du 4 mai au 2 juin 1936 inclus, au maître-ouvrier de 5<sup>e</sup> classe du chemin de fer du Togo Edouard WILSON, en service à Lomé, pour en jouir au Territoire.

Une permission de 15 jours, du 10 au 24 mai 1936 inclus, est accordée au garde-frontière de 1<sup>re</sup> classe KOMLAN DOSSA, en service au poste des douanes d'Aflao, pour en jouir au Dahomey.

29 avril 1936. — Sont accordés avec traitement, des congés de :

30 jours, du 6 mai au 4 juin 1936 inclus, à l'ouvrier de 6<sup>e</sup> classe du chemin de fer du Togo GBÈVÈ SIABI, en service au wharf, pour en jouir au Territoire.

30 jours, du 15 mai au 13 juin 1936 inclus, au maître-ouvrier de 4<sup>e</sup> classe du chemin de fer du Togo MENSAN Athanasius, en service à la traction, pour en jouir au Territoire.

30 jours, du 15 mai au 13 juin 1936 inclus, à l'ouvrier de 4<sup>e</sup> classe du chemin de fer du Togo KLOUVIE Félix, en service à la traction, pour en jouir au Territoire.

5 mai 1934. — Un congé de quatre-vingt-dix jours, avec traitement, du 10 mai au 7 août 1936 inclus, est accordé au commis d'administration de 6<sup>e</sup> classe DAVID ADOLPHE, en service à Anécho, pour en jouir au Togo et au Dahomey.

**FORCES DE POLICE****1<sup>re</sup> — Compagnie de milice :****Agrément de stagiaires**

Par arrêté du :

6 mai 1936. — Sont agréés à la compagnie de milice pour compter du 1<sup>er</sup> mai 1936 et affectés ledit jour à la P. C. Lomé :

*Comme milicien 2<sup>e</sup> classe stagiaire catégorie A. :*

YOUA, ex-1<sup>re</sup> classe de tirailleurs sénégalais.

*Comme stagiaire catégorie B. :*

SAMBA DJAKITE.

**2<sup>e</sup> — Garde indigène :****Rétrogradation**

Est rétrogradé et remis garde de 2<sup>e</sup> classe à compter du 1<sup>er</sup> mai 1936, le garde de 1<sup>re</sup> classe DA SILVA Paul, N<sup>o</sup> Mle 905, du détachement police Lomé, pour « faute grave en service ».

**1<sup>re</sup> — Compagnie de milice :****Rengagements**

Par décision du :

30 avril 1936. — Sont rengagés pour une durée de :  
**2 ans :** 1<sup>er</sup> juin 1936. — BELOUA, milicien de 2<sup>e</sup> classe, N<sup>o</sup> Mle M/317/B. T., de la 4<sup>e</sup> section de milice Anécho.  
**3 ans :** 1<sup>er</sup> juin 1936. — DAHOUFAYE, milicien de 2<sup>e</sup> classe, N<sup>o</sup> Mle M/320/B. T., de la 4<sup>e</sup> section de milice Anécho.

**2 ans :** 6 juin 1936. — MAHINOÛ, milicien de 2<sup>e</sup> classe, N<sup>o</sup> Mle M/325/A. D., de la 4<sup>e</sup> section de milice Anécho.

**Mutation**

Est admis à passer dans la garde indigène et rayé des contrôles de la compagnie de milice à compter du 1<sup>er</sup> mai 1936, le stagiaire de la catégorie B. TELEKOU, N<sup>o</sup> Mle M/397/B. T., de la P. C. Lomé.

**2<sup>e</sup> — Garde indigène :****Rengagements**

Sont rengagés pour 1 an à compter du :

12 mai 1936. — ZINSOU, garde 2<sup>e</sup> classe, N<sup>o</sup> Mle 987, du peloton du centre (subdivision d'Atakpamé).

16 mai 1936. — PAKINDAM, garde 2<sup>e</sup> classe, N<sup>o</sup> Mle 1004, du peloton du nord (subdivision de Mango).

1<sup>er</sup> juin 1936. — ISSA GOUNI, garde 2<sup>e</sup> classe, N<sup>o</sup> Mle 893, du peloton du nord (subdivision de Mango).

BABA KÉÏTA, garde 2<sup>e</sup> classe, N<sup>o</sup> Mle 982, du peloton du nord (subdivision de Mango).

ADJOU, garde 2<sup>e</sup> classe, N<sup>o</sup> Mle 1008, du peloton du nord (subdivision de Mango).

BABA, garde 2<sup>e</sup> classe, N<sup>o</sup> Mle 1009, du peloton du nord (subdivision de Sokodé).

5 juin 1936. — COALANI, garde 2<sup>e</sup> classe, N<sup>o</sup> Mle 677, du peloton du nord (subdivision de Sokodé).

GNAMAN, garde 2<sup>e</sup> classe, N<sup>o</sup> Mle 676, du peloton du nord (subdivision de Mango).

10 juin 1936. — BADEMA, garde 2<sup>e</sup> classe, N<sup>o</sup> Mle 561, du peloton du centre (subdivision d'Atakpamé).

28 juin 1936. — AOUSSORA, garde 2<sup>e</sup> classe, N<sup>o</sup> Mle 958, du peloton du centre (subdivision d'Atakpamé).

**Punitions**

Les punitions suivantes sont infligées à chacun des gardes dont les noms suivent :

15 jours de prison avec retenue de solde, au garde de 1<sup>re</sup> classe BOKO, N<sup>o</sup> Mle 1015, du peloton du nord (subdivision de Sokodé), pour « faute grave en service ».

12 jours de prison avec retenue de solde, pour « faute grave en service », à chacun des gardes :

YAYA BABATOU, garde 2<sup>e</sup> classe, N<sup>o</sup> Mle 1018, du peloton du nord (subdivision de Sokodé).

DANGNENI, garde 2<sup>e</sup> classe, N<sup>o</sup> Mle 1025, du peloton du nord (subdivision de Sokodé).

**Mutations**

a) — Est admis dans la garde indigène, conformément aux dispositions de l'article 4 de l'arrêté n<sup>o</sup> 467 du 15 août 1933, comme garde de 2<sup>e</sup> classe, N<sup>o</sup> Mle 1064, à compter du 1<sup>er</sup> mai 1936, l'ex-stagiaire de la catégorie B. TELEKOU, N<sup>o</sup> Mle M/397/B. T., de la P. C. Lomé.

b) — Sont affectés à compter du 1<sup>er</sup> mai 1936 :

*au peloton de dépôt Lomé :*

DA SILVA Paul, garde 2<sup>e</sup> classe, N<sup>o</sup> Mle 905, du détachement de police Lomé.

*au détachement de la police municipale de Lomé :*

TELEKOU, garde 2<sup>e</sup> classe, N<sup>o</sup> Mle 1064, ex-stagiaire catégorie B., de la P. C. Lomé.

**ALLOCATIONS**

Par décision du :

30 avril 1936. — Sont accordées pour l'année 1936 et dans les conditions fixées par l'arrêté du 26 novembre 1934 une allocation aux jeunes métis désignés ci-après :

CERCLE	NOM DES ENFANTS	AGE	Taux journalier de l'allocation	Personne habilitée à percevoir les allocations
Cercle du sud (Anécho)	Pelot Comlavi	6 ans	0 fr. 75	M <sup>me</sup> Kouadjovi Kouam- ba
—	Nintan Kouakouvi	1 an	0 fr. 50	M <sup>me</sup> Aloueboun Follj

**BOURSES**

Par décision du :

20 avril 1936. — Sont accordées pour compter du 1<sup>er</sup> février 1936 et dans les conditions fixées par l'arrêté 607 du 26 novembre 1934 les bourses scolaires aux élèves indigènes des écoles officielles du Togo ci-après désignés :

CENTRES SCOLAIRES	NOMS DES ENFANTS	AGE	TAUX	Nom des personnes habilitées à percevoir l'allocation.
Atakpamé	TCHAOU LEGUESSIM	14 ans	1 fr. —	NAKA LEGUESSIM, à Atakpamé.
—	DAGBO KOFFI	13 —	1 fr. —	AGBÉDINOÛ EKLO, à Nuatja.
—	DOUMEGNA KARL	16 —	1 fr. —	DOUMEGNA, à Ekéto.
—	ZOUMEVO AMENTO	13 —	1 fr. —	ZOUMEVO, à Egnahou.
Palimé	ASSIMACI VARN-FRITZ	12 —	1 fr. 50	AMÉTÉPÉ ASSAGBÉ, à Kouma Adamé.
—	GNATOMESSEÛ KPÉLI	12 —	1 fr. 50	GNATOMESSEÛ, à Daye Atigbé.
—	WOMECOU KOKOU	12 —	1 fr. 50	WOMECOU MEGBANAO, à Daye Kakpa.
—	ANKOU BONIFACE	13 —	1 fr. 50	ANKOU, à Kkadafé.
Sokodé	MOROU ADAM	16 —	1 fr. —	Lui-même.
—	LAMINI SOMA	14 —	1 fr. —	Lui-même.
—	AFOH ALASSANI	15 —	1 fr. —	Lui-même.

**GRATIFICATIONS**

Par décision du :

30 avril 1936. — Une gratification de deux cents francs (200 frs.) est accordée pour services rendus au cours de l'année 1935 aux moniteurs indigènes d'éducation physique de l'enseignement officiel et privé, moniteurs-chefs des écoles de Lomé, dont les noms suivent :

SINZOGAN Léonard, enseignement officiel.

DAVID Albert, mission catholique.

AYE Jacques, mission évangélique.

La dépense correspondante sera imputée au budget local, chapitre XII, article 7, paragraphe 1<sup>er</sup> — Exercice 1936.

**NOMINATIONS**

Par décision du :

20 avril 1936. — Le nommé ANANI Gabriel est engagé en qualité de conducteur auxiliaire à une rémunération de cinq francs (5 frs.) par journée effective de travail pour compter du 17 avril 1936 et mis à la disposition de M. le chef de l'arrondissement des travaux publics au Togo.

**ENGAGEMENT DE PERSONNEL AUXILIAIRE**

Par décisions des :

30 avril 1936. — Est engagé en qualité de moniteur auxiliaire pour servir dans l'enseignement privé (mission catholique) le nommé SOKEMAHOU Jean AYAYI, titulaire du certificat d'études primaires.

Il sera alloué à l'intéressé un salaire de 6 f,66 par journée de classe et de 3 f,33 pour les jeudis, dimanches et vacances scolaires.

20 avril 1936. — Le nommé ADZEN François est engagé en qualité d'opérateur auxiliaire de T. S. F. au salaire journalier de sept francs (7 frs.), pour compter du 1<sup>er</sup> mai 1936 et est mis à la disposition du chef de la station de T. S. F. à Lomé.

**SANTÉ**

Par arrêté du :

27 avril 1936. — Aucun nouveau cas de fièvre jaune n'ayant été signalé en Côte d'Ivoire depuis le 2 avril 1936, l'arrêté n° 147 est abrogé à la date du 24 avril 1936.

Aucun nouveau cas de fièvre jaune n'ayant été signalé en Gold Coast depuis le 30 mars 1936, l'arrêté n° 138 est abrogé à la date du 27 avril 1936.

**DOMAINES****Avis de bornages**

Le mercredi 10 juin 1936 à huit heures du matin, il sera procédé au bornage contradictoire d'un immeuble situé à Bagida, subdivision de Lomé (cercle du sud)

consistant en un terrain rural, non bâti, ayant la forme d'un polygone irrégulier, d'une contenance de 5 hectares 30 ares 72 centiares et borné au nord et à l'est par terrain à Kunaké, au sud par terrain à Nyamakou et Apaloo, à l'ouest par terrain à Ayahuma Hounkou et village Sortomey, dont l'immatriculation a été demandée par le sieur Elliot G. Van-Laré, profession d'employé de commerce, demeurant à Atakpamé, domicilié à Keta (Gold-Coast) agissant en son nom et pour son compte personnel en qualité de propriétaire suivant réquisition du 23 mars 1936, n° 995.

Le lundi 22 juin 1936 à huit heures du matin, il sera procédé au bornage contradictoire d'un immeuble situé à Mango, subdivision de Mango, (cercle du nord), consistant en un terrain urbain, non bâti, ayant la forme d'un quadrilatère irrégulier d'une contenance de dix hectares, et borné au nord, à l'est et au sud par terrain domanial, à l'ouest par la route de Borgou, dont l'immatriculation a été demandée par le receveur des domaines, demeurant à Lomé, agissant au nom et pour le compte du territoire du Togo placé sous le mandat de la France, suivant réquisition du 14 avril 1936, n° 996.

Toutes personnes intéressées sont invitées à y assister ou à s'y faire représenter par un mandataire nanti d'un pouvoir régulier.

*Le conservateur de la propriété foncière,*  
PEYROTTE.

**AVIS AUX NAVIGATEURS**

A compter de ce jour, l'atterrissage de Kribi (Cameroun) est balisé de la façon suivante :

1<sup>o</sup> une bouée rouge portant l'inscription Kribi n° 2, mouillée par fonds de 8m,50 dans l'alignement phare église;

2<sup>o</sup> une bouée noire portant l'inscription Kribi n° 1, mouillée par fonds de 8m,50 à un demi-mille au nord de la précédente.

DOUALA, le 10 avril 1936

P. Le Directeur des travaux publics en tournée,  
Le Directeur-Adjoint chargé de l'expédition courante,

A. SIGNANN.

N° 110 — Les navigateurs sont informés qu'un projecteur fonctionne dans le port de Bathurst pendant la nuit lorsqu'un dirigeable est attendu (en principe le jeudi et le vendredi).

Le faisceau du projecteur est dirigé vers le ciel.

Position approximative : Latitude 13° 26' N.

Longitude 16° 34' W.



**ÉTAT des mouvements de la Navigation des Ports de Lomé et d'Anécho  
pendant le mois d'Avril 1936**

NOMS, PROVENANCE ET DESTINATION DES NAVIRES	PAVILLON	D A T E S		TONNAGE NOMINAL	EQUIPAGE	T O N N A G E	
		D'ARRIVÉES	DE DÉPART			DÉBARQUÉ	EMBARQUÉ
<b>91-Foucauld</b> Bordeaux Pte. Noire	Français	1. 4. 36	1. 4. 36	6.599	147	1.684	0.551
<b>92-Banfora</b> Douala-Marseille	—do—	6. 4. 36	6. 4. 36	5.577	146	—	124.355
<b>93-Chelma</b> Marseille-Pte. Noire	—do—	7. 4. 36	8. 4. 36	3.106	42	537.132	—
<b>94-Ft. Médine</b> Douala-Dunkerque	—do—	8. 4. 36	—do—	3.141	37	—	331.825
<b>95-Congonien</b> Burutu-Hull	Anglais	—do—	9. 4. 36	3.202	34	106.000	104.433
<b>96-Ashantian</b> Liverpool-Opobo	—do—	—do—	—do—	2.960	39	185.647	—
<b>97-Ft. de Douaumont</b> Anvers-Douala	Français	—do—	8. 4. 36	3.142	38	29.735	—
<b>98-Hoggar</b> Marseille-Douala	—do—	10. 4. 36	10. 4. 36	3.109	73	23.251	—
<b>99-Wn. Wilberforce</b> Liverpool-Lagos	Anglais	11. 4. 36	11. 4. 36	2.165	40	44.376	0.067
<b>100-Illmar</b> Hambourg-Victoria	Allemand	12. 4. 36	12. 4. 36	3.419	54	38.584	186.633
<b>101-Thomas Holt</b> Kribi-Liverpool	Anglais	14. 4. 36	14. 4. 36	2.191	40	—	313.039
<b>102-Jonathan Holt</b> Liverpool-Warri	—do—	—do—	—do—	1.794	39	217.109	—
<b>103-Foucauld</b> Pte. Noire-Bordeaux	Français	—do—	—do—	6.599	147	—	40.844
<b>104-Lipari</b> Bordeaux-Pte. Noire	—do—	15. 4. 36	15. 4. 36	6.090	129	7.493	0.045
<b>105-New-Toronto</b> Philadelphie-Opobo	Anglais	—do—	16. 4. 36	4.041	48	301.323	—
<b>106-Ouémé</b> Marseille-Lagos	Français	17. 4. 36	19. 4. 36	2.417	44	—	1.200.059
<b>107-Hoggar</b> Douala-Marseille	—do—	19. 4. 36	—do—	3.109	73	—	76.983
<b>108-Savoia</b> Durban-Trieste	Italien	—do—	—do—	3.417	41	—	37.878
<b>109-Henry Stanley</b> Londres-Kribi	Anglais	—do—	—do—	2.188	39	10.335	—
<b>110-Tombouctou</b> Pte. Noire-Marseille	Français	20. 4. 36	20. 4. 36	3.262	43	—	330.823
<b>111-Amstelkerk</b> Hambourg-Douala	Hollandais	21. 4. 36	21. 4. 36	2.453	67	66.344	0.099
<b>112-Ft. de Douaumont</b> Douala-Le Havre	Français	—do—	—do—	3.142	38	—	277.150
<b>113-Normandiet</b> Marseille-Lagos	Danois	—do—	22. 4. 36	1.825	25	—	1.187.055
<b>114-Ft. Lamy</b> Dunkerque-Douala	Français	—do—	21. 4. 36	3.117	38	31.982	—
<b>Arago (Cablier)</b>	—do—	22. 4. 36	22. 4. 36	—	—	—	—
<b>115-Canada</b> Marseille-Douala	—do—	23. 4. 36	23. 4. 36	5.668	167	22.260	—

NOMS, PROVENANCE ET DESTINATION DES NAVIRES	PAVILLON	DATES		TONNAGE	ÉQUIPAGE	TONNAGE	
		D'ARRIVÉE	DE DÉPART	NOMINAL		DÉBARQUÉ	EMBARQUÉ
<b>116-Nigerian</b> Opobo-Hambourg	Anglais	24. 4. 36	24. 4. 36	3.201	39	75.738	200.983
<b>117-Lisbeth</b> Tyne-Pt. Gentil	Norvégien	—do—	26. 4. 36	1.636	25	13.446	542.105
<b>118-Jonathan Holt</b> Warri-Liverpool	Anglais	28. 4. 36	28. 4. 36	1.794	39	—	—
<b>119-Lipari</b> Pte. Noire-Bordeaux	Français	—do—	—do—	6.090	129	—	132.948
<b>120-Ft. de Souville</b> Anvers-Douala	—do—	29. 4. 36	29. 4. 36	3.129	38	26.754	13.446
<b>121-Asie</b> Bordeaux-Pte. Noire	—do—	—do—	—do—	4.214	132	1.427	0.308
<b>122-Ouémé</b> Lagos-Marseille	—do—	—do—	en rade	2.417	44	—	—
<b>123-Ft. Lamy</b> Douala-Dunkerque	—do—	30. 4. 36	—do—	3.117	38	—	—
<b>124-Daru</b> Liverpool-Kribi	Anglais	—do—	30. 4. 36	2.126	—	58.637	—

### PORT D'ANÉCHO

<b>6-Torsa</b> Burutu-Rouen	Suédois	9. 4. 36	12. 4. 36	811	19	—	720.650
<b>7-Tombouctou</b> Pte. Noire-Marseille	Français	19. 4. 36	19. 4. 36	3.262	43	—	89.487
<b>8-Normandie</b> Marseille-Lagos	Danois	—do—	20. 4. 36	1.825	25	—	296.919
<b>9-Ouémé</b> Lagos-Marseille	Français	28. 4. 36	29. 4. 36	2.417	44	—	169.576

Lomé, le 1<sup>er</sup> Mai 1936.

Le Chef du Bureau Principal des Douanes de Lomé,  
DROUOT

**MOUVEMENT GENERAL DE LA NAVIGATION PAR PAVILLON DE CHACUN DES  
PORTS DU TERRITOIRE PENDANT LES ANNEES 1930 — 1931 — 1932 — 1933 — 1934 — 1935**

**PORT DE LOMÉ**

**ENTRÉES**

PAVILLONS	1930		1931		1932		1933		1934		1935	
	NOMBRE	TONNES DÉBARQUÉES	NOMBRE	TONNES DÉBARQUÉES	NOMBRE	TONNES DÉBARQUÉES	NOMBRE	TONNES DÉBARQUÉES	NOMBRE	TONNES DÉBARQUÉES	NOMBRE	TONNES DÉBARQUÉES
FRANÇAIS	165	T 18.155,220	176	T 21.751,178	160	T 24.872,793	158	T 8.879,662	159	T 8.168,208	159	T 6.999,669
ANGLAIS	165	6.306,337	116	4.434,018	104	4.889,931	111	6.744,367	95	4.753,675	106	6.640,537
ALLEMAND	44	1.574,589	29	364,853	25	380,077	12	73,488	11	430,505	4	71,514
HOLLANDAIS	34	1.570,374	20	739,918	16	414,919	19	609,985	14	433,898	14	815,790
AMÉRICAIN	11	2.598,409	8	1.446,674	10	1.909,287	5	514,325	10	1.265,983	12	1.461,691
ITALIEN	17	911,685	24	786,819	9	546,943	10	1.793,539	10	1.249,538	16	1.103,445
NORVÉGIEN	—	—	1	118,708	—	—	1	111,025	—	—	3	—
DANOIS	—	—	—	—	1	—	2	—	1	—	—	—
SUÉDOIS	6	692,710	13	619,736	6	196,126	2	—	3	368,790	—	—
POLONAIS	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	1	133,565
HONGROIS	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	2	—
TOTAL	442	T 31.809,324	387	T 30.261,904	331	T 33.210,076	320	T 18.726,391	303	T 16.670,597	317	T 17.226,211

**SORTIES**

FRANÇAIS	167	T 7.753,607	176	T 10.966,323	159	T 11.431,059	159	T 10.452,272	159	T 19.556,711	159	T 18.962,590
ANGLAIS	165	9.362,343	116	7.543,624	104	7.445,232	111	7.096,312	95	10.883,753	106	12.348,555
ALLEMAND	44	2.106,269	29	826,753	25	927,384	12	325,648	11	434,744	4	394,504
HOLLANDAIS	34	1.485,051	20	391,707	16	284,398	19	412,096	14	883,017	14	967,632
AMÉRICAIN	11	—	8	1,433	10	—	5	—	10	209,887	12	532,347
ITALIEN	16	1.544,357	25	1.348,265	9	154,277	10	549,848	10	283,614	16	1.956,359
NORVÉGIEN	—	—	1	0,030	—	—	1	—	—	—	3	987,790
SUÉDOIS	6	295,781	13	962,439	6	963,500	2	757,693	3	0,075	—	—
DANOIS	—	—	—	—	—	—	3	626,104	1	376,528	—	—
POLONAIS	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	1	53,161
HONGROIS	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	2	463,940
TOTAL	443	T 22.547,408	388	T 22.040,574	329	T 21.205,844	322	T 20.219,973	303	T 32.628,329	317	T 36.666,878

# PORT D'ANÉCHO

## ENTRÉES

PAVILLONS	1930		1931		1932		1933		1934		1935	
	NOMBRE	TONNES DÉBARQUÉES	NOMBRE	TONNES DÉBARQUÉES	NOMBRE	TONNES DÉBARQUÉES	NOMBRE	TONNES DÉBARQUÉES	NOMBRE	TONNES DÉBARQUÉES	NOMBRE	TONNES DÉBARQUÉES
FRANÇAIS . . . . .	2	—	8	—	4	—	2	—	4	—	2	—
ANGLAIS . . . . .	10	—	1	—	3	—	8	—	8	—	3	—
ALLEMAND . . . . .	4	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
HOLLANDAIS . . . . .	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
ITALIEN . . . . .	3	—	—	—	—	—	—	—	—	—	5	—
SUÉDOIS . . . . .	1	—	1	—	1	—	1	—	—	—	—	—
NORVÉGIEN . . . . .	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	2	—
DANOIS . . . . .	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
POLONAIS . . . . .	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
HONGROIS . . . . .	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	1	—
AMÉRICAIN . . . . .	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	1	—
TOTAL . . . . .	20	—	10	—	8	—	11	—	12	—	14	—

## SORTIES

FRANÇAIS . . . . .	2	<sup>T</sup> 444,301	8	<sup>T</sup> 1,300,135	4	<sup>T</sup> 951,745	2	<sup>T</sup> 277,702	4	<sup>T</sup> 375,455	2	<sup>T</sup> 98,218
ANGLAIS . . . . .	10	<sup>T</sup> 1,596,333	1	<sup>T</sup> 403,055	3	<sup>T</sup> 492,000	8	<sup>T</sup> 1,574,406	8	<sup>T</sup> 2,013,055	3	<sup>T</sup> 762,969
ALLEMAND . . . . .	4	<sup>T</sup> 413,303	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
HOLLANDAIS . . . . .	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
ITALIEN . . . . .	3	<sup>T</sup> 198,514	—	—	—	—	—	—	—	—	5	<sup>T</sup> 1,298,696
SUÉDOIS . . . . .	1	<sup>T</sup> 151,875	1	<sup>T</sup> 193,752	1	<sup>T</sup> 239,615	1	<sup>T</sup> 57,120	—	—	—	—
NORVÉGIEN . . . . .	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	2	<sup>T</sup> 290,346
DANOIS . . . . .	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
POLONAIS . . . . .	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
HONGROIS . . . . .	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	1	<sup>T</sup> 234,116
AMÉRICAIN . . . . .	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	1	<sup>T</sup> 99,960
TOTAL . . . . .	20	<sup>T</sup> 2,804,326	10	<sup>T</sup> 1,896,942	8	<sup>T</sup> 1,683,365	11	<sup>T</sup> 1,909,228	12	<sup>T</sup> 2,388,510	14	<sup>T</sup> 2,784,305

# MOUVEMENT GENERAL DES SORTIES

dans le port d'Anécho pendant l'année 1935

16 mai 1936

JOURNAL OFFICIEL DU TERRITOIRE DU TOGO PLACÉ SOUS LE MANDAT DE LA FRANCE

239

DESIGNATION des PORTS DE LA COLONIE	GENRE de NAVIGATION	PAYS DE DESTINATION	NAVIRES FRANÇAIS					NAVIRES ETRANGERS					TOTAUX GENERAUX				
			NOMBRE de navires	EFFECTIF des équipages	TONNAGE nominal des navires	MARCHANDISES EMBARQUEES		NOMBRE de navires	EFFECTIF des équipages	TONNAGE nominal des navires	MARCHANDISES EMBARQUEES		NOMBRE de navires	EFFECTIF des équipages	TONNAGE nominal des navires	MARCHANDISES EMBARQUEES	
						Quantités (en tonnes métriques)	Valeur (en francs)				Quantités (en tonnes métriques)	Valeur (en francs)				Quantités (en tonnes métriques)	Valeur (en francs)
PORT d'Anécho	Long-cours	Vapeurs															
		France . . . . .	2	76	5.992	T 98.218	82.099	4	112	9.611	T 1.823.133	981.646	6	188	15.603	T 1.921.376	1.063.745
		Angleterre . . . . .	—	—	—	—	—	1	32	2.474	—	—	1	32	2.474	—	—
		Allemagne . . . . .	—	—	—	—	—	1	34	2.532	—	—	1	34	2.532	—	—
		Hollande . . . . .	—	—	—	—	—	1	34	2.533	T 311.780	140.302	1	34	2.533	T 311.780	140.302
		Etats Unis d'Amérique . . . . .	—	—	—	—	—	1	34	3.516	T 99.960	44.982	1	34	3.516	T 99.960	44.982
		Italie . . . . .	—	—	—	—	—	4	141	12.823	—	—	4	141	12.823	—	—
		Danemark . . . . .	—	—	—	—	—	—	—	—	T 431.189	225.593	—	—	—	T 431.189	225.593
	Voyagers		—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
			—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
	Cabotage	TOTAUX . . . . .	2	76	5.992	T 98.218	82.099	12	387	33.493	T 2.686.087	1.392.525	14	463	39.485	T 2.784.303	1.474.624
		Vapeurs . . . . .	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
		Voyagers . . . . .	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
	TOTAUX		—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
		TOTAUX GENERAUX du port . . . . .	2	76	5.992	T 98.218	82.099	12	387	33.493	T 2.686.087	1.392.525	14	463	39.485	T 2.784.303	1.474.624



# MOUVEMENT GENERAL DES SORTIES ENREGISTREES PAR PAYS DE DESTINATION

dans le port de Lomé pendant l'année 1935

DÉSIGNATION des PORTS DE LA COLONIE	GENRE de NAVIGATION	PAYS DE DESTINATION	NAVIRES FRANÇAIS					NAVIRES ÉTRANGERS					TOTAUX GÉNÉRAUX				
			NOMBRE de navires	EFFECTIF des équipages	TONNAGE nominal des navires	MARCHANDISES EMBARQUÉES		NOMBRE de navires	EFFECTIF des équipages	TONNAGE nominal des navires	MARCHANDISES EMBARQUÉES		NOMBRE de navires	EFFECTIF des équipages	TONNAGE nominal des navires	MARCHANDISES EMBARQUÉES	
						Quantités (en tonnes métriques)	Valeur (en francs)				Quantités (en tonnes métriques)	Valeur (en francs)				Quantités (en tonnes métriques)	Valeur (en francs)
PORT  de Lomé	Long-cours	France . . . . .	69	7.030	304.638	T 17.993.088	14.398.252	9	302	22.074	T 6.214.366	8.016.210	78	7.332	326.712	T 24.207.654	19.414.462
		Angleterre . . . . .	—	—	—	—	—	17	644	36.727	T 3.035.831	1.987.230	17	644	36.727	T 3.035.831	1.987.230
		Allemagne . . . . .	8	312	28.979	T 311.777	531.812	20	842	47.310	T 5.228.134	6.107.496	28	1.154	76.489	T 5.539.931	6.639.298
		Hollande . . . . .	2	76	6.403	T 325.450	510.239	4	134	9.742	T 1.123.633	714.292	6	210	16.147	T 1.449.083	1.224.331
		Belgique . . . . .	—	—	—	T 103.251	238.840	—	—	—	T 46.097	131.291	—	—	—	T 149.348	367.131
		Italie . . . . .	—	—	—	—	—	3	207	16.920	T 173.662	104.569	3	207	16.920	T 173.662	104.569
		Etats Unis d'Amérique . . . . .	—	—	—	—	—	3	113	10.945	T 1.731.182	1.947.327	3	113	10.945	T 1.731.182	1.947.327
		Espagne . . . . .	—	—	—	T 136.080	61.236	—	—	—	—	—	—	—	—	T 136.080	61.236
		Pologne . . . . .	—	—	—	—	—	—	—	—	T 32.197	66.732	—	—	—	T 32.197	66.732
		Libéria . . . . .	—	—	—	—	—	—	—	—	T 1.350	913	—	—	—	T 1.350	913
		Colonie Française . . . . .	79	7.371	339.230	T 90.709	441.643	39	1.747	93.383	T 13.335	28.869	118	9.118	432.613	T 104.044	470.514
		Colonie Anglaise . . . . .	—	—	—	T 2.233	10.301	30	1.888	129.388	T 84.031	228.564	30	1.888	129.388	T 86.266	238.863
		Colonie Belge . . . . .	1	39	3.151	—	—	8	266	26.694	—	—	9	305	29.843	—	—
		Colonie Espagnole . . . . .	—	—	—	—	—	3	118	3.894	—	—	3	118	3.896	—	—
		Voiliers . . . . .	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
	TOTAUX . . . . .			159	14.828	682.403	T 18.962.590	16.209.315	158	6.263	399.481	T 17.704.288	16.333.713	317	21.091	1.081.884	T 36.666.878
Cabotage	Vapeurs . . . . .	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	
	Voiliers . . . . .	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	
	TOTAUX . . . . .	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	
TOTAUX GÉNÉRAUX du port . . . . .			159	14.828	682.403	T 18.962.590	16.209.315	158	6.263	399.481	T 17.704.288	16.333.713	317	21.091	1.081.884	T 36.666.878	32.543.030

# MOUVEMENT GÉNÉRAL DES ENTRÉES

Enregistrées par pays de provenance dans le port d'Anécho et de Lomé pendant l'année 1935

DÉSIGNATION des PORTS DE LA COLONIE	GENRE de NAVIGATION	PAYS DE PROVENANCE	NAVIRES FRANÇAIS					NAVIRES ÉTRANGERS					TOTAUX GÉNÉRAUX				
			NOMBRE de navires	EFFECTIF des équipages	TONNAGE nominal des navires	MARCHANDISES EMBARQUÉES		NOMBRE de navires	EFFECTIF des équipages	TONNAGE nominal des navires	MARCHANDISES EMBARQUÉES		NOMBRE de navires	EFFECTIF des équipages	TONNAGE nominal des navires	MARCHANDISES EMBARQUÉES	
						Quantités (en tonnes métriques)	Valeur (en franc)				Quantités (en tonnes métriques)	Valeur (en franc)				Quantités (en tonnes métriques)	Valeur (en franc)
PORT d'Anécho	Long-cours Vapeurs.	France	—	—	—	—	—	1	27	2.497	—	—	1	27	2.497	—	—
		Colonie Française	1	42	3.103	—	—	3	87	9.246	—	—	4	129	12.351	—	—
		Colonie Anglaise.	1	34	2.887	—	—	8	273	21.780	—	—	9	307	24.637	—	—
		TOTAUX GÉNÉRAUX du port	2	76	5.992	—	—	12	387	33.493	—	—	14	463	39.488	—	—
PORT de Lomé	Long-cours Vapeurs.	France	66	6.878	296.347	3.240.120	4.165.417	2	55	4.994	68.836	601.535	68	6.933	301.341	3.308.936	4.766.952
		Angleterre	—	—	—	—	—	48	1.772	103.164	4.175.073	13.319.003	48	1.772	103.164	4.175.073	13.319.003
		Allemagne	4	151	12.519	3.788	18.648	19	999	43.340	776.233	1.948.464	23	1.130	53.889	780.021	1.967.112
		Hollande	5	192	17.413	2.207	7.023	4	183	9.406	322.826	924.369	9	375	26.819	325.033	931.392
		Belgique	6	229	20.464	470.397	660.092	—	—	—	19.330	22.789	6	229	20.464	489.936	682.881
		Espagne.	—	—	—	2.951.547	586.752	—	—	—	6.200	923	—	—	—	2.957.744	587.675
		Etats Unis d'Amérique	—	—	—	—	—	15	574	54.050	2.612.993	2.668.357	15	574	54.050	2.612.993	2.668.357
		Italie	—	—	—	—	—	10	411	32.011	104.547	111.131	10	411	32.011	104.547	111.131
		Yougoslavie.	—	—	—	—	—	—	—	—	977.307	170.019	—	—	—	977.307	170.019
		Portugal.	—	—	—	21.651	48.643	—	—	—	—	—	—	—	—	21.651	48.643
		Pologne	—	—	—	—	—	1	24	1.121	133.565	33.551	1	24	1.121	133.565	33.551
		Japon	—	—	—	—	—	1	34	3.307	34.984	102.012	1	34	3.307	34.984	102.012
		Colonie Française	75	7.262	327.058	249.882	435.684	13	530	31.715	8.539	48.024	88	7.798	358.783	258.391	483.708
		Colonie Anglaise.	2	78	5.304	53.374	133.892	45	1.675	116.373	953.832	1.471.728	47	1.753	121.677	1.007.206	1.605.620
		Colonie Belge	1	38	3.288	—	—	—	—	—	—	—	1	38	3.288	—	—
		Colonie Espagnole.	—	—	—	3.690	5.879	—	—	—	32.846	34.667	—	—	—	36.336	40.546
		Colonie Portugaise	—	—	—	2.846	3.594	—	—	—	2.200	1.461	—	—	—	5.046	5.055
		TOTAUX GÉNÉRAUX du port	159	14.828	682.403	6.999.669	6.065.624	158	6.263	399.481	10.226.542	21.458.033	317	24.091	1.081.884	17.226.211	27.523.657

# MOUVEMENT GENERAL DE LA NAVIGATION

de chacun des Ports de la Colonie pendant l'année 1935

242

JOURNAL OFFICIEL DU TERRITOIRE DU TOGO PLACÉ SOUS LE MANDAT DE LA FRANCE

16 mai 1936

DÉSIGNATION des PORTS DE LA COLONIE	NATURE des MOUVEMENTS	ENTRÉES					SORTIES					MOUVEMENT TOTAL				
		NOMBRE de navires	EFFECTIF des équipages	TONNAGE nominal des navires	MARCHANDISES DÉBARQUÉES		NOMBRE de navires	EFFECTIF des équipages	TONNAGE nominal des navires	MARCHANDISES EMBARQUÉES		NOMBRE de navires	EFFECTIF des équipages	TONNAGE nominal des navires	MARCHANDISES DÉBARQUÉES ET EMBARQUÉES	
					Quantités (en tonnes métriques)	Valeur (en francs)				Quantités (en tonnes métriques)	Valeur (en francs)				Quantités (en tonnes métriques)	Valeur (en francs)
Port de Lomé	Cabotage . . . . .	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
	Long-cours . . . . .	317	21.091	1.081.884	T 17.226.211	27.523.657	317	21.091	1.081.884	T 36.666.878	32.543.030	634	42.182	2.163.768	T 53.893.089	60.066.687
	TOTAL . . . . .	317	21.091	1.081.884	T 17.226.211	27.523.657	317	21.091	1.081.884	T 36.666.878	32.543.030	634	42.182	2.163.768	T 53.893.089	60.066.687
Port d'Aného	Cabotage . . . . .	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
	Long-cours . . . . .	14	463	39.485	—	—	14	463	39.485	T 2.784.308	1.474.624	28	926	78.970	T 2.784.308	1.474.624
	TOTAL . . . . .	14	463	39.485	—	—	14	463	39.485	T 2.784.308	1.474.624	28	926	78.970	T 2.784.308	1.474.624

## MOUVEMENT GENERAL DE LA NAVIGATION AU LONG-COURS

dans l'ensemble des Ports de la Colonie pendant l'année 1935

DESIGNATION DES NAVIRES ET DETAIL PAR PAVILLON		ENTRÉES					SORTIES					MOUVEMENT TOTAL				
		NOMBRE de navires	EFFECTIF des équipages	TONNAGE nominal des navires	MARCHANDISES DÉBARQUÉES		NOMBRE de navires	EFFECTIF des équipages	TONNAGE nominal des navires	MARCHANDISES EMBARQUÉES		NOMBRE de navires	EFFECTIF des équipages	TONNAGE nominal des navires	MARCHANDISES DÉBARQUÉES ET EMBARQUÉES	
					Quantités (en tonnes métriques)	Valeur (en francs)				Quantités (en tonnes métriques)	Valeur (en francs)				Quantités (en tonnes métriques)	Valeur (en francs)
1 <sup>re</sup> Vapeurs	Français . . . . .	161	14.904	688.395	6.999.7669	6.068.624	161	14.904	688.395	19.060.7808	16.291.414	322	29.808	1.376.790	26.060.477	22.357.038
	Anglais . . . . .	109	4.079	288.216	6.640.7337	16.707.842	109	4.079	288.216	13.111.7324	12.921.666	218	8.158	816.432	19.732.061	29.629.508
	Allemand . . . . .	4	173	9.357	71.7314	420.923	4	173	9.357	394.7304	504.593	8	350	18.714	466.018	925.518
	Américain . . . . .	13	433	44.262	1.461.7691	1.543.760	13	433	44.262	632.7307	455.974	26	870	88.524	2.093.998	1.999.734
	Hollandais . . . . .	14	896	34.080	813.790	2.453.833	14	896	34.080	967.7632	931.348	28	1.792	68.160	1.783.422	3.403.183
	Hongrois . . . . .	3	86	4.527	—	—	3	86	4.527	698.7036	457.692	6	172	9.034	698.056	457.692
	Italien . . . . .	21	817	69.571	1.103.7445	298.120	21	817	69.571	3.255.7055	1.718.537	42	1.634	139.142	4.368.500	2.016.677
	Norvégien . . . . .	5	138	11.840	—	—	5	138	11.840	1.278.7136	648.263	10	276	23.680	1.278.136	648.263
	Polonais . . . . .	1	24	1.121	133.7565	33.331	1	24	1.121	53.7161	68.143	2	48	2.242	186.726	101.696
	TOTAUX des vapeurs . . . . .	331	21.554	1.121.369	17.226.211	27.523.657	331	21.554	1.121.369	39.451.7183	34.017.634	662	43.108	2.242.738	36.677.394	61.541.311

**MOUVEMENT GENERAL DE LA NAVIGATION PAR PAVILLON**  
(long-cours et cabotage réunis) dans l'ensemble des Ports de la Colonie pendant l'année 1935

NAVIRES PORTANT LE PAVILLON	ENTREES					SORTIES					MOUVEMENT TOTAL				
	NOMBRE de navires	EFFECTIF des équipages	TONNAGE nominal des navires	MARCHANDISES DÉBARQUÉES		NOMBRE de navires	EFFECTIF des équipages	TONNAGE nominal des navires	MARCHANDISES EMBARQUÉES		NOMBRE de navires	EFFECTIF des équipages	TONNAGE nominal des navires	MARCHANDISES débarquées et embarquées	
				Quantités (en tonnes métriques)	Valeur (en francs)				Quantités (en tonnes métriques)	Valeur (en francs)				Quantités (en tonnes métriques)	Valeur (en francs)
1 <sup>er</sup> Français . . . . .	161	14.904	688.398	T 6.999.669	6.068.624	161	14.904	688.398	T 19.060.808	16.291.414	322	29.808	1.376.790	T 26.060.477	22.357.038
Anglais . . . . .	109	4.079	258.216	T 6.640.337	16.707.842	109	4.079	258.216	T 13.111.524	12.921.666	218	8.158	516.432	T 19.732.061	29.629.508
Allemand . . . . .	4	178	9.387	T 71.514	420.928	4	178	9.387	T 394.504	504.593	8	350	18.714	T 466.018	925.518
Américain . . . . .	13	438	44.262	T 1.461.691	1.543.760	13	438	44.262	T 632.307	485.974	26	870	88.524	T 2.093.998	1.999.734
Hollandais . . . . .	14	896	34.080	T 813.790	2.453.833	14	896	34.080	T 967.632	981.348	28	1.792	68.160	T 1.783.422	3.403.183
Hongrois . . . . .	3	86	4.527	T —	—	3	86	4.527	T 698.086	457.692	6	172	9.054	T 698.086	457.692
Italien . . . . .	21	817	69.571	T 1.103.448	298.120	21	817	69.571	T 3.255.088	1.718.557	42	1.634	139.142	T 4.338.500	2.016.677
Norvégien . . . . .	5	138	11.840	T —	—	5	138	11.840	T 1.278.136	648.268	10	276	23.680	T 1.278.136	648.268
Polonais . . . . .	1	24	1.121	T 133.563	33.551	1	24	1.121	T 53.161	68.143	2	48	2.242	T 186.726	101.696
TOTAL des navires étrangers . . . . .	170	6.650	432.974	T 10.226.542	21.438.033	170	6.650	432.974	T 20.390.378	17.726.240	340	13.300	865.948	T 30.616.917	39.184.273
TOTAUX GÉNÉRAUX . . . . .	331	21.554	1.121.369	T 17.226.211	27.523.657	331	21.554	1.121.369	T 39.481.183	34.017.654	662	43.108	2.242.738	T 56.677.394	61.841.311

## MOUVEMENT DU PORT D'ANECHO

	{	navires entrés de plus de 6.001 T. brut . . . . .	—
9) — Mouvement du port dans l'année — long cours		— . . . . .	2.001 T. à 6.000 . . . . . 14
		— . . . . .	501 — 2.000 . . . . . —
		— . . . . .	500 T. et au-dessous . . . . . —
	Tonnage global brut . . . . . 64.645 T.		
10) — Mouvement du port dans l'année pour le cabotage : néant.			
11) — Tonnage des marchandises sur navires	{	embarquées : 2.784.305 kgs. (palmistes — huile de palme — coprah.	
		au long cours. } débarquées : néant.	
12) — Tonnage des marchandises sur navires au cabotage : néant.			
13) — Passagers : néant.			

## MOUVEMENT DU PORT DE LOME

9) — Mouvement du port dans l'année — long cours	{	navires entrés de plus de 6.001 T. brut . . . . .	85
		— — 2.001 T. à 6.000 . . . . .	231
		— — 501 — 2.000 . . . . .	1
		— — 500 T. et au-dessous . . . . .	—
		Tonnage brut global . . . . .	1.823.596 T.
10) — Mouvement du port dans l'année pour le cabotage : néant.			
11) — Tonnage des marchandises sur navires au long cours.	{	embarquées : 36.666.878 kgs. {	Palmistes — huile de palme — coprah — coton — cacaos
			maïs — tapioca — graines de coton et café.
	{	Farineux alimentaires . . . . .	771.450 kgs.
		Sucre . . . . .	439.400 —
		Tabac . . . . .	155.200 —
		Ciment . . . . .	2.515.350 —
		Huile et pétrole lampant et essence . . . . .	1.699.300 —
		Sels . . . . .	3.168.500 —
		Tissus . . . . .	1.139.000 —
		Ouvrages en bois . . . . .	4 300 —
débarquées : 17.226.211 kgs. {	Boissons . . . . .	420.200 litres.	
12) — Tonnage des marchandises sur navires au cabotage : néant.			
13) — Passagers :	{	embarqués : . . . . .	624
		débarqués : . . . . .	663

## PARTIE NON OFFICIELLE

« L'Administration du Territoire déclare déclinier toutes responsabilités à quelque titre que ce soit à raison des textes insérés dans la partie non officielle. »

## COMPTOIR D'HORLOGERIE SOIGNÉE

“ A la Tour Eiffel ”

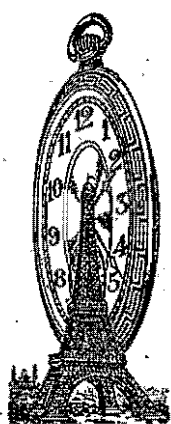
## JOYEROT &amp; JACOT

Catalogue général d'Horlogerie  
Bijouterie - Orfèvrerie, adressé  
gratuit et franco.

Envois de choix sur demande à MM. les fonctionnaires

Facilités de paiement

Représentants sont demandés



23, rue Gambetta — BESANÇON — France

## La maison des Coloniaux de VITTEL

D'accord avec le Ministère des Colonies, est ouverte du 25 mai au 20 septembre, une Maison des Coloniaux, où sont reçus et traités, à des conditions spéciales, tous les fonctionnaires civils et militaires des Colonies envoyés officiellement par le Conseil Supérieur de Santé des Colonies ou les Commissions de Repatriement.

Par ses deux sources : la « Grande Source » et la « Source Hepar », les seules à Vittel déclarées d'intérêt public, c'est toute la médication des maladies coloniales d'origine arthritique et hépatique que Vittel offre à tous ceux qu'un séjour prolongé aux Colonies rend justiciable de sa cure.

La remarquable fraîcheur du climat vosgien, son action à la fois sédative et tonique, l'altitude moyenne de la région font de Vittel la station idéale pour les Coloniaux qui, en y soignant leurs reins et leur foie, y trouveront le repos, le calme, l'appétit et le sommeil nécessaires pour revigorer leur organisme fatigué.

Renseignements et brochure gratuite sur demande à la Sté Glé des Eaux Minérales de Vittel (Vosges-France) Service.